

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

La

CONVENTION de BRUXELLES

et le

RÉGIME FISCAL ACTUEL des SUCRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue le 21 Avril, à 3 heures du soir

PAR

P.-J.-L. BERTRAND

Jury d'examen

Président : M. BERTHÉLÉMY.

Suffragants : { M. PERREAU.
M. TRUCHY.

ARRAS

IMPRIMERIE & LITHOGRAPHIE L. BIJARD & C^{ie}

77-79, Rue Méaulens, 77-79

1910

A MES PARENTS

La
CONVENTION DE BRUXELLES
et le
RÉGIME FISCAL ACTUEL DES SUCRES

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

La
CONVENTION de BRUXELLES
et le
RÉGIME FISCAL ACTUEL des SUCRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

soutenue le 21 Avril, à 3 heures du soir

PAR

P.-J.-L. BERTRAND



Jury d'examen

Président : M. BERTHÉLÉMY.

Suffragants : { M. PERREAU.
M. TRUCHY.

ARRAS

IMPRIMERIE & LITHOGRAPHIE L. BIJARD & C^{ie}

77-79, Rue Méaulens, 77-79

1910

BIBLIOGRAPHIE

BOIZARD et TARDIEU : *Histoire de la législation des sucres. Livre Jaune. — Primes sucrières.*

D'AULNIS DE BOUREUIL (Baron) : *Les Primes à l'exportation.*

TRUCHY : *La nouvelle législation des sucres.*

BOUCARD et ZÈZE : *Eléments de la Science des Finances.*

TURQUIN : *Manuel du service des sucres.*

Dictionnaire général des Contributions Indirectes.

Journal des fabricants de sucre. (Collection du Ministère des Finances).

SOUCHON : *Les Cartells de l'agriculture en Allemagne.*

N.-B. — Les Statistiques ont été fournies par le Ministère des Finances.

PRÉFACE

L'histoire de la législation sucrière comprend deux phases : La première commence en 1806, année où Napoléon décréta à Berlin le blocus continental, et elle finit vers 1874. Elle est presque entièrement occupée par la lutte que se livrent les sucres coloniaux de canne et les sucres indigènes de betterave ; la deuxième consacre la victoire définitive de la sucrerie métropolitaine, qui trouve de nouveaux et dangereux rivaux dans les pays de l'Europe continentale ; elle s'étend de l'année 1874 à l'année 1902, date de la signature de la Convention de Bruxelles.

Le sucre de betterave apparut pour la première fois sur le marché vers 1810. Jusque là le commerce

avait été exclusivement alimenté par les colonies. Lorsque les sucres coloniaux devinrent d'une importation difficile par suite de notre infériorité maritime, le sucre de betterave fut très recherché. Son extraction était fort coûteuse, aussi les industriels s'efforcèrent-ils de perfectionner leurs procédés. Ils étaient sûrs d'écouler leurs produits à un prix très rémunérateur. De 1810 à 1814, de nombreuses usines s'élèvent, notamment celles de Crespel-Delisse à Arras qui, le premier, parvint à retirer du sucre par le traitement des jus de betteraves. Les progrès de l'industrie indigène devinrent bientôt menaçants pour la sucrerie de canne. Les colons se plaignirent amèrement, non sans raison : les sucres coloniaux supportaient une taxe douanière élevée, tandis que les sucres de betterave étaient exempts d'impôt. D'un autre côté, les finances publiques souffraient beaucoup de cet état de choses. L'importation du sucre de canne, rémunératrice pour le Trésor puisqu'elle donnait lieu à la perception d'un droit de douane, diminuait avec une inquiétante rapidité ; la consommation du sucre de betterave, libre de tout impôt, augmentait dans les mêmes proportions. Vers 1835, le tiers de la consommation était alimenté par la production indigène et il en résultait pour le Trésor une perte de 17 millions. Il était facile de prévoir que, si une barrière n'était pas mise à ses envahissements, peu

d'années suffiraient à la sucrerie indigène pour fermer aux colonies le seul débouché ouvert à leur principale production.

La situation pouvait comporter deux remèdes : l'abaissement du droit de douane qui frappait les sucres coloniaux, ou l'imposition du sucre de betterave. Par la loi du 18 juillet 1837, le législateur se rallia à cette dernière solution. Grâce à l'initiative et à l'énergie de ses représentants, la sucrerie indigène ne ralentit cependant pas son essor. Dès la campagne 1840-1841, la production du sucre de betterave reprend sa marche ascendante ; les usines développent leur puissance et améliorent leur outillage. Les colonies firent de nouveau entendre des plaintes, à tel point qu'en 1843 une proposition surprenante fut discutée au Parlement. Il s'agissait d'interdire à tout jamais la fabrication du sucre de betterave ; les établissements existants se voyaient menacés d'expropriation ! Ce projet souleva dans le pays une indignation générale et l'on se contenta de soumettre le sucre de betterave aux mêmes droits que le sucre de canne. Tel fut l'objet de la loi du 2 juillet 1843 qui posa le principe suivant :

« Le droit de fabrication sur le sucre indigène, « établi par la loi du 18 juillet 1837, sera porté « progressivement au même taux que le droit payé « à l'importation des sucres des colonies françaises « d'Amérique ». (Art. 1^{er}).

Comme les sucres coloniaux étaient importés à l'état brut, on taxa également les sucres bruts indigènes. Ce système devait être la source de difficultés nombreuses : les sucres bruts étaient imposés d'après leur nuance ; il était impossible par ce moyen de déterminer avec précision leur teneur en raffiné ; il en résultait que le Trésor remboursait à l'exportation des droits souvent plus élevés que ceux qu'il avait encaissés. Les fabricants exportateurs bénéficiaient ainsi de primes indirectes auxquelles l'étranger ne tarda pas à répondre de façon semblable. Les conditions de la concurrence sur le marché international se trouvaient faussées. A l'instigation du gouvernement français, les questions sucrières furent l'objet d'une conférence qui se réunit à Paris le 8 novembre 1864. Les nations représentées étaient la France, l'Angleterre, la Belgique et les Pays-Bas. Il fut convenu que l'assiette et la restitution des droits auraient lieu sur des bases identiques. La Convention du 8 novembre 1864 fixa un rendement légal au raffinage pour l'exportation et classa les sucres bruts en quatre classes d'après leurs nuances. Mais il était stipulé que des expériences pratiques détermineraient le rendement effectif de chaque classe de sucre brut. Les droits à l'importation sur les sucres raffinés en pains et sur les poudres blanches assimilées aux raffinés importés d'un pays contractants dans

l'autre, ne devaient pas être supérieurs au drawback accordé à la sortie des sucres mélis.

La Convention de 1864 inaugurait pour la sucrerie française une ère de liberté commerciale complète. Elle était conclue pour dix ans. Notre industrie s'accommoda fort bien du nouveau régime ; chaque année, sa production augmentait ; il était de toute évidence que les sucres coloniaux allaient être complètement exclus du marché national. D'autre part, la libération récente des esclaves venait de priver la culture de la canne d'un nombre considérable de travailleurs. Plus rien ne semblait devoir entraver la marche victorieuse de l'industrie indigène sucrière.

La situation changea brusquement en 1874. La Convention de 1864 ne fut pas renouvelée malgré les efforts du gouvernement français. Les Etats contractants avaient eu à souffrir de l'application du régime des types. Son fonctionnement avait été troublé par les fraudes des raffineurs qui coloraient artificiellement leurs produits. On arrivait ainsi à faire ranger les sucres dans une classe inférieure à celle que leur nuance naturelle leur aurait assignée. Il en résultait un préjudice grave pour le trésor des nations qui avaient conservé le système du drawback.

En outre de nouvelles puissances entreprenaient de créer à coup de primes l'industrie du sucre de

betterave: l'Allemagne et l'Autriche venaient d'adopter l'impôt sur la matière première qui comportait d'importants bonis de fabrication. Les ouvertures faites à ces Etats pour les engager à faire partie de l'Union sucrière ne rencontrèrent pas un accueil favorable. On ne soupçonna pas immédiatement la rapidité avec laquelle la sucrerie austro-allemande allait se développer. Le législateur français voulut donner à l'impôt sur le sucre une base fixe, reposant sur les données scientifiques de l'analyse saccharimétrique: il vota la loi du 19 juillet 1880, qui satisfaisait les intérêts du Trésor, mais qui nous mettait dans un état d'infériorité notable vis-à-vis de nos concurrents à cause de sa trop grande perfection. A partir de ce moment l'histoire de la législation sucrière est fort troublée: la lutte est ouverte sur le terrain économique entre la France, l'Allemagne et l'Autriche. Après des batailles mémorables, la Convention de Bruxelles consacrera notre défaite: désormais la France n'existe plus sur le marché international; elle devra se borner à produire pour la consommation intérieure. Nous étudierons cette période dans l'ordre suivant:

CHAPITRE I^{er}. *Les événements qui ont amené l'ouverture de la conférence de Bruxelles.*

CHAP. II. — *La première conférence de Bruxelles.*

CHAP. III. — *La conférence de 1901-1902.*

CHAP. IV. — *Le nouveau régime des sucres.*

CHAP. V. — *De quelques emplois spéciaux des sucres.*

CHAP. VI. — *Produits dérivés et succédanés du sucre.*

CHAP. VII. — *Les sucres coloniaux et les sucres étrangers.*

CHAP. VIII. — *Les effets immédiats de la loi de 1903.*

CHAPITRE I^{er}

LES ÉVÉNEMENTS QUI ONT AMENÉ L'OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE DE BRUXELLES

Si les nations formaient des entités nettement distinctes les unes des autres, elles resteraient maîtresses de leurs législations respectives. Mais certaines questions présentent un caractère international : elles ne peuvent être résolues qu'au moyen d'accords intervenus entre les puissances intéressées. L'exposé des modifications successivement apportées au régime fiscal des sucres français depuis 1880 établira jusqu'à quel point le législateur doit parfois tenir compte des institutions existant dans les pays étrangers. La loi du 19 juillet 1880, dont le principe est encore en vigueur, fixait le taux des droits sur les sucres de toute origine à 40 fr. par 100 kilogs de raffiné. La prise en

charge de toutes les quantités produites était assurée par l'analyse saccharimétrique. Cette législation nous mettait vis-à-vis de nos concurrents étrangers dans un état d'infériorité manifeste.

Depuis 1874, l'Allemagne et l'Autriche avaient adopté l'impôt sur la matière première qui comportait, par suite des bonis de rendement, d'importantes primes à la fabrication. Le montant de la taxe de consommation était de 20 fr. par 100 kilogs de betteraves mises en œuvre, c'est-à-dire peu élevé. En outre, l'industrie sucrière austro-allemande se développait avec une rapidité menaçante. L'impôt étant établi sur le poids des betteraves, les fabricants avaient intérêt à perfectionner leur outillage de façon à pousser l'extraction du sucre aussi loin que possible et à ne travailler que des betteraves riches, ce qui imposait au cultivateur l'obligation du progrès.

En France, l'application de la loi de 1880 assurait bien au Trésor la totalité des droits qui lui étaient dus, mais sous son régime l'industrie sucrière devait fatalement périr. L'agriculture n'était guère dans une situation plus brillante. Les cultivateurs se préoccupaient avant tout d'obtenir de forts rendements à l'hectare et livraient au fabricant une betterave pauvre en sucre, chargée de sels et d'un travail difficile. Dès 1882, on sentit le besoin de réagir contre les principes qui venaient d'être

posés. La consommation intérieure ne pouvait suffire à l'écoulement des quantités de sucres indigènes et coloniaux produites chaque année, et nos exportations baissaient sensiblement.

Il fallait prendre un parti énergique, établir des primes directes à la production ou adopter le régime en vigueur chez nos concurrents. On se rallia à cette dernière solution. La loi du 29 juillet 1884 fixa l'assiette de l'impôt sur les quantités de betteraves mises en œuvre ; ses dispositions fondamentales subsistèrent jusqu'au moment où prit fin la conférence de Bruxelles de 1902. Elle subit cependant d'importantes modifications dont il faut chercher la cause dans le régime de protection à outrance dont bénéficiaient les sucres étrangers. L'article 4 de la loi du 29 juillet 1884 est ainsi conçu : « Les quantités de sucre imposable seront prises en charge dans toutes les fabriques d'après le poids des betteraves mises en œuvre, quel que soit le procédé d'extraction des jus. » La loi établissait ensuite un rendement forfaitaire en raffiné qui devait servir de base à la prise en charge. Ce minimum de rendement était de 6 kilogs par 100 kilogs de betteraves, si la fabrication avait lieu par diffusion, de 5 kilogs si l'on utilisait les presses continues ou hydrauliques. A partir de 1887, les chiffres étaient :

de 6k250	pour la campagne	1887-1888
6.500	do	1888-1889
6.750	do	1889-1890
7 »	do	1890-1891

Il était alloué aux sucres coloniaux un déchet de 12 %.

La quotité des droits était fixée, pour les sucres bruts et raffinés, à 50 fr. par 100 kgs de sucre raffiné, à 53 fr. 50 pour les sucres candis, à 10 fr. pour les glucoses. Au point de vue de la perception, les fabricants pouvaient jusqu'au 1^{er} Septembre 1887 être placés sous deux régimes : l'abonnement et le déchet. Chez les fabricants abonnés, la prise en charge avait lieu d'après le poids des betteraves mises en œuvre et le rendement fixé par la loi ; elle était définitive. Les industriels qui avaient opté pour le système du déchet se voyaient accorder une exemption de 8 % sur le montant total de leur fabrication.

Dès 1885, la nouvelle loi se révélait comme un puissant instrument de progrès aux mains des fabricants ; les primes importantes qu'elle réservait aux perfectionnements provoquèrent un grand effort dans la voie de la production économique du sucre de betterave. Mais en même temps le revenu de l'impôt diminuait avec une effrayante rapidité. Les fabricants, en effet, exportaient en exemption des

droits les sucres imposables et écoulaient à l'intérieur les sucres indemnes provenant des bonis de rendement. Le remède le plus efficace à cette situation si préjudiciable aux intérêts du Trésor était évidemment le relèvement de la prise en charge.

La loi du 27 Mai 1887 adopta cette solution ; elle alla même plus loin : les sucres indemnes provenant des excédents de fabrication furent frappés d'une taxe de 10 fr. par 100 kgs de raffiné.

Pendant que la France faisait subir à sa législation de profonds remaniements, l'Angleterre cherchait à provoquer une entente entre les puissances productrices. Comment pouvait-il se faire que la Grande-Bretagne, où l'industrie sucrière n'existait pas, ait cherché à mettre fin à une lutte qui lui assurait le bon marché d'une denrée de consommation courante ?

Si l'Angleterre avait depuis longtemps renoncé à la production du sucre de betterave sur son propre sol, elle n'en était pas moins, par ses possessions d'Amérique et des Indes, un des premiers pays producteurs.

L'avalissement des cours qui résultait de la concurrence que se faisaient les principaux états européens lésait gravement les intérêts des colons anglais.

D'autre part, l'Angleterre possédait des raffineries ; l'essor remarquable pris par l'industrie du conti-

ment menaçait de causer leur ruine à brève échéance. Depuis 1864, le nombre des raffineries britanniques n'avait cessé de diminuer. Dès 1875, celles qui subsistaient durent se borner à la production de la cassonnade.

L'Angleterre se souvint qu'en 1864, une union sucrière était intervenue entre les grandes puissances productrices. Il avait été entendu que l'assiette des droits serait réglée par les Etats signataires sur des bases identiques. L'Union expira en 1874 et ne fut pas renouvelée ; le gouvernement anglais espérait que de nouvelles négociations auraient une issue heureuse. La conférence internationale de Londres (1887-1888) aboutit à un échec complet. Décidée à favoriser le développement de la sucrerie indigène par tous les moyens possibles, l'Allemagne refusa d'entrer en négociations sur la question des primes. La France, satisfaite des résultats de sa nouvelle législation, ne voulait à aucun prix la modifier. Dans ces conditions, on ne pouvait espérer un accord.

Au cours de la campagne 1887-1888 on eut encore à constater une élévation notable du taux de rendement des betteraves. Ce phénomène était dû aux perfectionnements réalisés dans les procédés de fabrication. La surtaxe de 10 fr. créée par la loi de 1887 et le relèvement de la prise en charge ne pouvaient maintenir dans de justes limites les sacri-

fices que le fonctionnement de la loi de 1884 imposait au Trésor. La loi du 24 juillet 1888, tout en ramenant le droit sur les sucres de 50 à 40 fr., avec une surtaxe temporaire de 50 %, porta à 20 fr. la taxe sur les excédents. Les déficits budgétaires n'en continuèrent pas moins. Le législateur crut y mettre un terme en élevant, par la loi du 5 Août 1890, le droit sur les excédents de 20 fr. à 30 fr. Enfin la loi du 29 Juin 1891 établit le partage des excédents obtenus en sus du rendement effectif de 10^k 500 gr. de sucre par 100 kilogr. de betteraves.

L'impôt sur la matière première avait été, en Autriche et en Allemagne, aussi bien qu'en France, la source de déficits budgétaires importants. Ces puissances supprimèrent délibérément en 1889 la législation existante et instituèrent des primes directes à l'exportation.

Les industriels français ne ressentirent pas immédiatement le contre-coup de ces mesures qui tendaient à leur fermer les marchés étrangers. Sans cesse, ils augmentèrent la puissance de leur outillage ; ils installèrent de nouveaux générateurs, accrurent la capacité des diffuseurs et employèrent un personnel plus nombreux. La moyenne du rendement des betteraves s'était aussi considérablement augmentée.

L'application du taux légal de la prise en charge avait son contre-coup sur l'agriculture. La betterave

riche faisait prime ; les cultivateurs étaient arrivés à fournir à l'industrie des racines particulièrement avantageuses.

Cependant, la sucrerie française, bien qu'elle fût florissante, était, vis-à-vis de sa rivale allemande, dans un état d'infériorité manifeste. Celle-ci était plus puissamment organisée ; elle payait moins cher sa main-d'œuvre et sa matière première ; ses exportations, par suite des primes qui venaient d'être instituées, grandissaient de jour en jour. Livrée à ses propres forces, l'industrie française ne pouvait soutenir la lutte sur les marchés tiers. Des mesures énergiques pouvaient seules la sauver d'une ruine imminente.

A l'occasion de la préparation du budget de 1896, M. Fleury-Ravarin, député du Rhône, déposait une proposition dans laquelle il préconisait la réduction à 40 fr. du droit intérieur sur les sucres bruts et l'établissement d'une surtaxe de 40 fr. sur les sucres raffinés. Ce système ne fut pas admis.

Il grevait d'un impôt trop lourd la transformation du sucre cristallisé en raffiné.

Sur ces entrefaites, une loi du 27 mai 1896 modifiait le régime des sucres en Allemagne. Elle portait le taux des primes directes à l'exportation de 1 mark 25 pf., et deux marks par 100 kilogs à 2 marks 50 pf. et 3 marks 55 pf.

De semblables relèvements étaient également votés par l'Autriche-Hongrie.

Tandis que l'exportation française voyait ses débouchés se restreindre, l'exportation austro-hongroise, qui nous concurrençait particulièrement sur les marchés de l'Orient, s'était élevée, pour le raffiné, de 233.869 tonnes en 1891 à 351.712 tonnes en 1895. En Allemagne, l'exportation était passée de 428.240 tonnes en 1890 à 689.663 tonnes en 1895. La France ne pouvait continuer la lutte qu'en se servant des armes mêmes que ses concurrents employaient contre elle : il fallait établir des primes directes à l'exportation. Tel fut l'objet de la loi du 7 avril 1897 dont M. Ribot fut l'un des plus puissants promoteurs.

« Pourquoi, disait-il, l'Allemagne vient-elle de
« doubler ses primes ? Est-ce parce que son expor-
« tation périclité ? Non, puisqu'elle est plus forte
« que jamais ; c'est parce qu'elle veut hâter l'œu-
« vre du temps et interdire à tous ses concurrents
« le marché anglais. C'est une législation de guerre,
« un acte d'agression économique. La réponse de
« l'Autriche ne s'est pas fait attendre ; la nôtre se
« fait attendre depuis huit mois. On est bien d'ac-
« cord qu'il faut répondre, mais on s'épuise en
« distinctions ingénieuses sur la forme des taxes
« à établir pour faire le fonds des primes. S'il faut
« demander un léger sacrifice au consommateur,
« ayons le courage de le lui demander. Ce n'est pas

« une thèse d'économie politique qui se discute
« en ce moment, c'est une mesure de guerre ». L'orateur concluait en réclamant l'adoption d'un système de primes à l'exportation. M. Jaurès n'entrevoyait aucune solution à la question sucrière ; il estimait que la lutte actuelle était la conséquence inévitable du régime capitaliste. Après douze séances de discussion, la chambre vota par 272 voix contre 228 la loi du 7 avril 1897. Cette loi instituait à l'exportation des primes dont la quotité était en moyenne de 4 francs par 100 kilogs de raffiné.

Pour faire face aux dépenses nécessitées par le service des primes, la loi établissait une taxe de raffinage de 4 fr. par 100 kilogs sur les sucres candis et sur les sucres raffinés et un droit de fabrication de 1 fr. par 100 kilogs sur les sucres bruts n'allant pas en raffinerie. Ces taxes étaient applicables aux sucres étrangers aussi bien qu'aux sucres français. Les sucres étrangers bruts d'origine européenne ou importés des entrepôts d'Europe supportaient une surtaxe de 9 fr. ; les sucres raffinés étaient frappés d'une surtaxe de 16 fr. au tarif général et de 10 fr. au tarif minimum. La loi instituait en outre des détaxes de distance : il était accordé aux sucres coloniaux français importés directement des allocations variant entre 2 fr. 25 et 2 fr. 50 par 100 kgs de raffiné. Les sucres bruts provenant des fabriques de la métropole, expédiés des ports français

de la mer du Nord et de la Manche à destination des ports français de l'Atlantique et de la Méditerranée bénéficiaient d'une détaxe de deux francs par 100 kgs. Ces mesures étaient destinées à mettre sur pied d'égalité à leur entrée en raffinerie les sucres indigènes de quelque point du territoire qu'ils provinssent et les sucres coloniaux.

La nouvelle loi fut accueillie avec enthousiasme. Elle excita au plus haut point le zèle des fabricants et des agriculteurs. Le chiffre de nos exportations s'éleva rapidement ; mais il était évident pour qui savait prévoir que les bienfaits du régime de 1897 seraient de courte durée. L'Allemagne riposta par une élévation des primes ; ses producteurs s'unirent pour former des cartells. Le cartell du sucre fut constitué au mois de juin 1900 à la suite d'une entente entre le syndicat des fabricants et celui des raffineurs. Ceux-ci ne pouvaient travailler que les sucres bruts des fabriques coalisées qu'ils achetaient à un prix conventionnel. Les bénéfices étaient répartis sur des bases arrêtées en commun. Le cartell du sucre aboutit à un véritable monopole. Les sucres destinés à la consommation intérieure étaient écoulés à des prix élevés qui suscitèrent des plaintes très vives ; les bénéfices ainsi réalisés aux dépens du consommateur permettaient aux industriels syndiqués d'exporter avec un rabais considérable. Cette politique leur était d'autant plus facile

qu'un droit de douane prohibitif empêchait l'introduction en Allemagne des sucres étrangers. Les conditions du marché international étaient encore une fois faussées et la situation semblait sans issue.

La lutte que se livraient les puissances intéressées pouvait se prolonger indéfiniment. Il était cependant urgent d'y mettre fin. Elle lésait gravement les intérêts du consommateur aussi bien que ceux du Trésor ; elle entraînait au sein des Etats belligérants de perpétuels changements de législation. Elle provoquait une surproduction qui avilissait les cours et causait des crises graves. Cependant la France ne pouvait laisser sombrer une industrie pour laquelle elle avait fait tant de sacrifices et dont la chute aurait été un événement d'une gravité exceptionnelle.

La question des sucres n'était susceptible d'être résolue que par une entente internationale. La nécessité d'un accord s'était fait sentir au lendemain de la loi de 1897. Des pourparlers avaient eu lieu entre la France, l'Allemagne et l'Autriche. Le 7 juin 1898, les délégués des principales puissances européennes s'étaient réunis à Bruxelles pour examiner la question de la « suppression des primes à l'exportation sur les sucres » Ils arrivèrent à s'entendre sur un certain nombre de questions ; si les résultats de la conférence furent négatifs, ils n'en eurent pas moins une réelle importance.

CHAPITRE II

LA PREMIÈRE CONFÉRENCE DE BRUXELLES

Les délégués français à la conférence étaient :

MM. Seblin, Sénateur,

Bousquet, Conseiller d'Etat,

Delatour, » », Directeur général
des Contributions Indirectes.

Dechaud, Administrateur honoraire des
Contributions Indirectes.

L'Allemagne avait désigné pour la représenter :

S. Exc. M. le Comte d'Alvensleben, Envoyé Extra-
ordinaire et Ministre Plénipotentiaire de l'Empire à
Bruxelles ;

M. Kühn, Conseiller intime supérieur du gou-
vernement.

L'Autriche-Hongrie :

S. Exc. M le Comte Khevenhüller Mestch, En-

voyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie à Bruxelles ;

M. le baron Adolf de Jorkasch-Koch, Chef de section au Ministère des Finances.

M. Alfred de Toepke, Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances.

La Présidence revint au Ministre des Finances Belge : M. Smet de Naeyer.

La conférence s'ouvrit le 7 juin 1898.

Le Président exposa nettement le problème que les délégués avaient à résoudre et qui consistait dans l'abolition des primes à l'exportation.

« Que de motifs militent en faveur de la suppression de ces primes !

« Elles portent préjudice aux finances du pays qui les accorde.

« Elles font peser sur la consommation nationale une charge hors de proportion avec les recettes perçues par le Trésor public. »

Tous les délégués tombèrent d'accord pour reconnaître les inconvénients du système des primes.

« La France, déclara M. Seblin, a été la dernière à s'en servir ; c'est contre elle qu'à l'origine et pendant de longues années il a été dirigé ».

L'orateur rappela que, jusqu'en 1884, la France eut une législation exclusive de tout avantage direct ou indirect à l'exportation. Les producteurs acquit-

taient l'impôt sur toutes les quantités de sucre produites. Le gouvernement dut modifier son attitude devant les actes d'agression économique de l'Allemagne. Il fallait à tout prix sauvegarder les intérêts des fabricants de sucre français et des agriculteurs.

Devant cette unanimité de vues, il ne restait plus qu'à s'entendre sur les conditions auxquelles serait subordonnée la suppression des primes. Les délégués de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie firent remarquer qu'il était très difficile de préciser la notion de prime et surtout de surveiller l'exécution des mesures prises par la conférence pour supprimer les primes. Après de longues discussions, la Conférence admit qu'il fallait ranger sous le nom de primes :

1° Les bonifications directes accordées en cas d'exportation ;

2° Les bonifications directes accordées à la production ;

3° Les exemptions d'impôt concédées sur une partie des produits de la fabrication ;

4° Les avantages indirects résultant d'excédents ou de bonis de fabrication réalisés au-delà des présomptions légales ;

5° Les bénéfices pouvant résulter d'un drawbach exagéré ;

6° Enfin, les avantages provenant d'un écart trop

considérable entre les droits de douane et les droits afférents à la consommation intérieure.

Il va sans dire que cette énumération était loin d'être limitative ; elle comprenait aussi les divers moyens tendant à favoriser une industrie déterminée. Dès que l'on passa à l'examen des conséquences législatives de la suppression des primes, des difficultés surgirent. M. Seblin déclara qu'il n'avait pas qualité pour discuter les modifications qui pourraient être éventuellement apportées à la législation intérieure de la France. D'ailleurs, il était probable que le gouvernement français ne consentirait jamais à abroger un régime fiscal sans lequel l'industrie sucrière nationale ne pourrait pas vivre. « Ce n'est pas seulement l'intérêt des fabriques de sucre que la France a à sauvegarder, c'est l'intérêt de son agriculture elle-même. Parmi ceux qui me font l'honneur de m'écouter, beaucoup sont des praticiens, des hommes de métier. Ce n'est pas à eux que j'apprendrai que la condition essentielle d'une bonne culture, d'une culture intensive, c'est une plante sarclée dans l'assolement. Par là, on arrive aux rendements en blé maxima. » « Le but poursuivi par le législateur de 1884 est loin d'être atteint..... le prix de revient est beaucoup plus élevé en France qu'en Allemagne et en Autriche-Hongrie..... nous produisons beaucoup plus chèrement la betterave,

« pour des causes multiples qu'il serait trop long
« d'énumérer ici ».

Tout en reconnaissant l'exactitude des faits exposés par M. Seblin, M. Smet de Naeyer fit remarquer que la lutte entre les nations concurrentes avait lieu principalement sur le marché anglais. Le gouvernement britannique pourrait annihiler l'effet des primes en surtaxant les sucres des pays protectionnistes.

Le délégué de l'Angleterre, Sir Francis Plunkett, répondit que la question méritait d'être examinée longuement par son gouvernement. L'Allemagne et l'Autriche se déclarèrent prêtes à supprimer les primes et même la législation existante.

Les délibérations relatives au raffinage aboutirent à un accord sur les points suivants :

1^o Adoption du régime de l'exercice avec constatation des quantités produites ;

2^o Imposition des différentes espèces de sucre d'après un taux uniforme ;

3^o Exemption de l'impôt pour les sous-produits non comestibles.

L'entente s'était donc faite sur la plupart des questions. Pour qu'elle fût complète et susceptible d'être transformée en Convention, il fallait que la France revînt sur les principes posés en 1884. M. Seblin rappela que la France était décidée à ne pas modifier sa législation interne, que tout ce

qui lui était possible de faire, c'était de renoncer aux primes directes à l'exportation

L'échec des travaux de la conférence semblait inévitable. Un groupe de délégués de la Belgique et des Pays-Bas, dans le but de faciliter une entente, prit l'initiative d'une combinaison transactionnelle qui peut être résumée dans les deux formules suivantes :

a) « La France s'engage, chaque fois que ses exportations excéderont, pendant une campagne, la quantité de 235.000 tonnes, représentant la moyenne des exportations des années 1892-93 à 1896-97, à réduire d'un quart la prime indirecte résultant de son système fiscal, et ce jusqu'à l'abolition complète de la prime. »

b) « La France s'engage à prélever sur les sucres exportés un droit égal au montant de la prime indirecte dont la production aura bénéficié pendant la campagne précédant l'exercice considéré. Toutefois, une quantité de 50 000 tonnes jouira annuellement de l'exemption du droit de sortie. »

A ces propositions, la Délégation Française répondit qu'elle n'avait pas le pouvoir de les accepter ou de les refuser, mais que l'on arriverait peut-être à trouver un terrain d'entente par un échange de notes diplomatiques. C'était l'ajournement des travaux de la conférence; celle-ci prit fin le 25 Juin 1898, au grand mécontentement de l'Angleterre.

La lutte entre les puissances sucrières reprit

avec un acharnement sans égal. Le 28 juillet 1898, M. Geoffray, chargé d'affaires de la République Française à Londres, envoyait à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, la note suivante : « Les Délégués Britanniques attribuent l'échec de « la Conférence au refus de la France de laisser « discuter sa législation intérieure sur les sucres « qui, suivant eux, comporte des primes à l'ex- « portation ». M. Chamberlain qualifiait le régime des primes de criante injustice. « Il faut, disait-il, substituer à la politique d'apathie et d'indifférence suivie jusqu'ici, une politique d'initiative et de résolution. »

De 1898 à 1900, des négociations eurent lieu entre la France et l'Angleterre d'une part ; d'autre part, entre le Cabinet de Paris et celui de Berlin. Elles aboutirent à la signature du protocole du 22 octobre 1900. Il fut décidé qu'une nouvelle Conférence concernant la question sucrière serait tenue à Bruxelles. La France, l'Allemagne et l'Autriche, fatiguées de la lutte sans merci qu'elles se livraient, se déclarèrent prêtes à supprimer les primes directes et indirectes à la production et à l'exportation des sucres. La France s'engageait à modifier son régime fiscal suivant les décisions prises par la Conférence. Cette entente était due aux efforts du gouvernement Belge, dont la politique a toujours été empreinte d'un grand esprit de conciliation.

CHAPITRE III

LA CONFÉRENCE DE BRUXELLES DE 1901-1902

La conférence se réunit à Bruxelles le lundi 16 décembre 1901, à l'hôtel du Ministère des affaires étrangères. Elle fut présidée par M. Smet de Naeyer, Ministre des Finances de Belgique.

Voici quels étaient les représentants des principales puissances :

Pour la France :

M. Gérard, Ministre plénipotentiaire à Bruxelles ;

M. Bousquet, Conseiller d'Etat, Directeur général des douanes ;

M. Delatour, Conseiller d'Etat, Directeur général de la caisse des Dépôts et Consignations ;

M. Courtin, Directeur général des Contributions Indirectes ;

M. Julien Lafont, Secrétaire de la Délégation Française.

Pour l'Allemagne :

Son Excellence M. le Comte de Wallwitz, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de l'Empire d'Allemagne à Bruxelles ;

M. de Koerner, Directeur au Département impérial des Affaires Etrangères ;

M. Kühn, Conseiller intime supérieur du Gouvernement ;

M. Johannes, Conseiller intime de légation, Conseiller rapporteur au Département impérial des Affaires Etrangères.

Pour l'Autriche et la Hongrie :

Son excellence M. le Comte Khevenhüller Metsch, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie à Bruxelles.

Délégué de l'Autriche : Son exc. M. le Baron Adolf de Jorkasch-Koch, Chef de section au Ministère impérial et royal des Finances.

Délégué de la Hongrie : M. Alfred de Toepke, Sous-secrétaire d'Etat au Ministère royal Hongrois des Finances.

Pour l'Angleterre :

Son Exc M. Constantin Phipps, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Royaume-Uni à Bruxelles ;

Sir Henry Primrose, Président du Board of
Inland Revenue ;

Sir Henry Bergne ;

M. A. A. Pearson ;

M E. C. Ozanne.

Les principales questions mises en délibération
furent :

1° Celle de l'abolition des primes ;

2° — de la surtaxe ;

3° — des moyens d'exécution.

a) Dès l'ouverture de la conférence, M. Gérard déclara que la France était disposée à modifier sa législation intérieure de façon à supprimer toutes les primes directes ou indirectes à l'exportation, mais à la condition qu'elle soit suivie dans cette voie par les autres puissances représentées à la conférence. Tous les délégués tombèrent d'accord pour comprendre sous le nom de primes les avantages fiscaux de toute nature concédés aux fabricants et aux raffineurs, c'est-à-dire :

1° les bonifications directes accordées en cas d'exportation ;

2° les bonifications directes accordées à la production ;

3° les exemptions d'impôt portant sur une partie de la fabrication ;

4° Les exonérations résultant des bonis de rendement ;

5^o les bénéfices pouvant résulter d'un drawback exagéré.

En conséquence, il fallait assurer la prise en charge de toutes les quantités produites par un exercice rigoureux des fabriques de sucre et des raffineries. Fallait-il considérer les détaxes de distance accordées aux raffineurs français comme des primes ?

Une discussion importante s'éleva à ce sujet. M. Beauduin, délégué de la Belgique, prétendait qu'il était injuste que le Trésor indemnîsât les industriels des frais de transport qui leur incombaient. Il y avait là une mesure de protection contre laquelle il fallait s'élever : MM. Courtin et Bousquet répondirent que les détaxes avaient été instituées uniquement pour remédier à la mauvaise répartition des raffineries françaises qui étaient éloignées des centres de production. Elles ne tendaient qu'à mettre les sucres des différentes régions sur pied d'égalité à leur entrée en raffinerie. La grande dispersion des raffineries constitue un état de choses spécial à la France auquel doit correspondre une législation appropriée. Les raisons données par les délégués français finirent par prévaloir et il fut décidé que le maintien des détaxes de distance serait autorisé.

b) A la question de la surtaxe était liée intimement celle des cartells. Il était évident que ces

associations, grâce aux majorations de prix qu'elles permettaient à l'intérieur du pays, fournissaient aux producteurs des avantages tout à fait analogues à ceux qui résultaient des primes. Or, la législation allemande ne permet en aucun cas d'en poursuivre la dissolution.

M. le comte de Wallwitz, délégué de l'Allemagne, s'efforça de démontrer qu'il était impossible de considérer comme primes les bonifications qui tenaient à l'existence des cartells. Les cartells sont des sociétés purement économiques, librement consenties. Il serait injuste d'empêcher les industriels de s'unir pour la défense de leurs intérêts.

M. Bauduin répondit que les cartells ne se seraient jamais formés sans l'établissement de surtaxes douanières à l'abri desquelles les producteurs coalisés élevaient démesurément les prix des sucres destinés à la consommation indigène. Que l'on réduise les surtaxes à un taux raisonnable et le problème sera résolu. L'opinion de M. Bauduin triompha. Tous les délégués finirent par reconnaître que le maintien de droits de douane au-delà d'un certain taux équivalait à celui des primes indirectes à l'exportation : « Les délégués de la Grande-Bretagne, « dit M. Phipps, partagent entièrement l'opinion « émise par les délégués belges, quant à la question « des surtaxes. Cette question, à leur point de vue, « est d'une importance capitale, et si même les

« primes étaient abolies, les cartells sous le régime
« des surtaxes auraient pour effet de rétablir
« presque dans leur intégralité les inconvénients
« qui résultent des primes mêmes. La surtaxe sert
« à protéger les cartells et à imposer de grands
« sacrifices au consommateur. »

Les Délégations décidèrent à l'unanimité de limiter l'écart entre le taux des droits d'entrée et celui des droits de consommation à un maximum suffisant pour la protection du marché intérieur.

On examina ensuite le régime des mélasses. Des quantités de sucre consommable ne sont-elles pas retirées du traitement de ces sous-produits et exemptées des droits? La taxe douanière élevée qui frappe les mélasses étrangères ne joue-t-elle pas le rôle d'une prime indirecte?

La Délégation française exposa que les fabricants ne tiraient qu'un bénéfice insignifiant du traitement des mélasses. Quant au droit de douane qui grève les mélasses étrangères, il ne peut être considéré comme une prime à l'exportation puisque la France n'exporte pas de mélasses.

« Le législateur, dit M. Delatour, a voulu que les
« céréales, dont le prix avait été relevé par un droit
« de douane, ne puissent se trouver concurrencées
« pour les emplois en distillerie par les mélasses
« étrangères. »

c) Puisque l'on était tombé d'accord sur les prin-

cipales questions, il ne restait plus qu'à examiner par quels moyens la Conférence assurerait l'exécution des règles qu'elle aurait émises. M. Phipps, Ministre de la Grande-Bretagne, déclara qu'une clause pénale était nécessaire. Les nations contractantes doivent avoir la faculté d'établir des droits compensateurs sur les sucres primés et même d'opposer à leur entrée une prohibition absolue. M. le Président Smet de Naeyer mit aux voix la proposition de M. Phipps. Toutes les Délégations rendirent un vote affirmatif. Mais la clause pénale serait-elle applicable aux sucres coloniaux, ceux-ci bénéficiant souvent de mesures équivalant à des primes ? La question était singulièrement délicate étant donné les tendances impérialistes manifestées par l'Angleterre. M. Phipps affirma cependant qu'il n'existait dans les colonies de la Couronne aucunes primes directes ou indirectes à l'exportation. En ce qui concerne les colonies autonomes, l'Angleterre ne pouvait prendre aucun engagement, ces pays étant maîtres absolus de leurs législations internes. L'application de la clause pénale aux sucres des colonies françaises ne souleva aucune difficulté :

« On leur a toujours appliqué le régime douanier
« métropolitain, dit M. Bousquet, elles doivent être
« considérées comme des départements français et
« être traitées comme tels. »

Avant de se séparer, les délégués convinrent de

créer une Commission permanente siégeant à Bruxelles, qui serait chargée de surveiller l'exécution des mesures qui venaient d'être arrêtées. La Convention était conclue pour cinq ans; elle devait être mise en vigueur à partir du 1^{er} Septembre 1903. Les Etats qui n'y ont pas pris part peuvent y adhérer sur leur demande et après avis conforme de la Commission permanente.

Les dispositions sur lesquelles les nations représentées tombèrent d'accord sont reproduites in extenso dans l'annexe n° 1.

Conséquences possibles de la Convention de Bruxelles

La Conférence de Bruxelles venait de mettre fin à une situation singulièrement embrouillée et pleine d'incertitude. Quel aurait été le résultat final de la lutte à coup de primes que s'étaient livrée jusqu'en 1902 les grandes puissances sucrières ? Probablement la fermeture du marché britannique ou l'écrasement de l'une des nations productrices ; les deux éventualités auraient été aussi redoutables l'une que l'autre. En dernier lieu, l'Angleterre était décidée à établir des droits compensateurs sur les sucres primés et à favoriser l'exportation des sucres de ses colonies. Elle aurait suivi l'exemple des Etats-Unis qui tirent la majeure partie des sucres nécessaires à leur consommation des Antilles et des

Philippines. La fermeture du marché anglais aurait provoqué une crise très grave en France, en Allemagne et en Autriche.

D'autre part le système des primes était la source de multiples inconvénients.

Il imposait au Trésor des charges sans cesse croissantes, tandis que les bonis de rendement laissés aux fabricants par la loi de 1884 étaient la source d'une baisse notable dans le produit de l'impôt. Les sucres passibles du droit réduit étaient écoulés à l'intérieur ; ceux qui étaient soumis au droit plein étaient exportés en franchise. De 1884 à 1897 le législateur n'a cessé de lutter contre cet état de choses en relevant le taux de la taxe applicable aux bonis. Un autre inconvénient non moins grave du régime des primes était la variabilité introduite dans le rendement de l'impôt : les perfectionnements apportés dans les procédés de culture de la betterave et dans les appareils destinés à la fabrication du sucre augmentaient l'importance des quantités passibles du droit réduit dans des proportions qu'il était impossible de déterminer à l'avance. Le produit de l'impôt était influencé par la qualité des récoltes, par les inventions nouvelles, si bien que l'on pouvait considérer une année bonne pour la betterave comme mauvaise pour le Trésor.

On a prétendu que les primes en excitant la production auraient provoqué un avilissement des

cours dont le consommateur aurait profité. Cette assertion est juste pour l'Angleterre, libre-échangiste, qui, abstraction faite de ses colonies, n'a eu qu'à se louer des résultats de la lutte existant entre les nations productrices. Mais la baisse de prix dont bénéficiait le consommateur anglais était obtenue par un accroissement des charges fiscales au sein des Etats rivaux. La loi de 1897, en même temps qu'elle créait en France des primes directes à l'exportation instituait :

1^o une taxe de raffinage de 4 fr. par 100 kilogs

2^o une taxe de fabrication de 1 fr. par 100 kilogs sur les sucres bruts n'allant pas en raffinerie.

En Allemagne, la situation était plus mauvaise encore : les industriels coalisés avaient élevé démesurément le prix du sucre consommé à l'intérieur. On a estimé à 15 marks par 100 kilogrammes la hausse que les cartells avaient occasionnée.

Si l'on se place maintenant au point de vue des producteurs, on constate que la législation de 1884 et de 1897 leur a été favorable. Dès 1880, nous étions battus sur les marchés tiers par l'Allemagne et par l'Autriche-Hongrie ; il est probable que sans l'intervention du législateur il nous aurait été impossible de placer un sac de sucre à l'étranger. De 1896 à 1902, la production et l'exportation françaises ont atteint les chiffres suivants :

Campagnes	Production	Exportation
1896-1897	668.516.778 kgs	223.020.265 kgs
1897-1898	730.067.497	462.569.248
1898-1899	737.902.149	300.113.220
1899-1900	869.200.578	370 357 178
1900-1901	1.040.294.146	567.079.351

Le nombre des fabriques de sucre n'a pas augmenté, mais l'outillage a été l'objet de perfectionnements importants. Il semble que la mise en vigueur de la loi de 1897 ait donné à l'industrie sucrière française une force nouvelle. Mais cette vitalité conférée artificiellement à une branche de la production aurait-elle été durable? Il est permis de penser que non.

L'Allemagne avait répondu à nos primes par une élévation du taux de celles qu'elle aussi avait instituées et par la formation de cartells. En France, toute entente entre les industriels était impossible; l'article 419 du code pénal s'y oppose formellement :

« Tous ceux qui.... par réunion ou coalition
 « entre les principaux détenteurs d'une même
 « marchandise ou denrée tendant à ne pas la
 « vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix....
 « seront punis d'un emprisonnement d'un mois au
 « moins, d'un an au plus, et d'une amende de 500
 « à 10.000 fr. »

D'autre part la main d'œuvre en Allemagne est moins exigeante qu'en France, les usines y sont plus puissantes, plus nombreuses, la qualité de la betterave supérieure et les frais de transport beaucoup moindres. En admettant que le marché anglais soit resté ouvert aux sucres primés, nous aurions fini par être battus. Enfin les primes devenaient ineffectives.

« La cause décisive de leur abolition, il faut la
« chercher dans leur inefficacité même. Ce sont
« des engins de guerre qui peuvent donner la vic-
« toire à la nation qui, seule, les possède ; mais
« quand toutes les nations intéressées en font em-
« ploi, à quoi servent-ils, sinon à compliquer la
« lutte et à la rendre plus coûteuse ? »

Cependant les fabricants de sucre français virent d'un mauvais œil la signature de l'acte de Bruxelles ; ils redoutaient la réduction qui n'aurait pas manqué de se produire dans le chiffre des exportations. L'essor que leur avait communiqué la loi de 1897 avait favorisé la constitution de stocks importants. Où trouver l'écoulement de ces quantités ? L'abaissement du taux de l'impôt provoquerait sans doute un accroissement de la consommation, mais serait-il suffisant ?

Les agriculteurs joignaient leurs plaintes à celles des industriels. La culture betteravière s'était considérablement développée en France depuis une

vingtaine d'années. Il était à craindre que la diminution du chiffre des exportations cause un ralentissement dans la production du sucre de betterave et restreigne par suite la demande de matières premières. Ces appréhensions n'étaient pas dénuées de fondement. La sucrerie française ne devait pas s'adapter sans mal aux nouvelles conditions d'existence qui venaient de lui être faites. Depuis l'année 1902 elle traverse une période troublée ; mais il faut reconnaître que les mesures de protection dont elle avait bénéficié jusque-là l'auraient conduite à une crise d'une gravité exceptionnelle. En outre, la Conférence de Bruxelles a eu le mérite de redresser les conditions de la concurrence sur un marché faussé depuis plus de vingt ans.

CHAPITRE IV

LE NOUVEAU RÉGIME DES SUCRES

Les nations qui avaient pris part à la Conférence de Bruxelles durent harmoniser leurs législations respectives avec les principes nouveaux qu'elles avaient établis. En France, la loi de 1884 subit des modifications si importantes qu'on peut la considérer aujourd'hui comme abrogée.

Avant d'entreprendre l'étude détaillée du régime fiscal actuel des sucres, nous exposerons brièvement l'économie générale de la loi du 28 janvier 1903.

Depuis le 1^{er} septembre 1903, le taux de l'impôt est de 25 fr. par 100 kilogs de sucre raffiné, de 26 fr. 75 sur les sucres candis. La taxe de raffinage est ramenée à 2 fr. par 100 kilogs. Antérieurement, les sucres acquittaient un droit de 60 fr. et une taxe de

raffinage de 4 fr. Le nouveau régime consacré donc d'importants dégrèvements dont les conséquences économiques peuvent être considérables : il est permis d'escompter un accroissement rapide de la consommation d'une denrée dont la valeur alimentaire est depuis longtemps reconnue.

L'assiette de l'impôt a été modifiée : la prise en charge des quantités produites d'après le poids des betteraves mises en œuvre et un minimum de rendement n'existe plus aujourd'hui. Tous les sucres extraits doivent acquitter la taxe, c'est-à-dire que la prise en charge a lieu à l'effectif. L'article 1^{er} de la loi du 7 avril 1897, qui avait institué des primes directes à l'exportation du sucre, est abrogé. Toutefois, on a laissé subsister les détaxes de distance instituées par les articles 2 et 3 de la loi de 1897 en faveur :

1° des sucres coloniaux français importés dans la métropole ;

2° des sucres indigènes dirigés sur les raffineries des ports de l'Atlantique et de la Méditerranée.

Le tarif douanier a été rendu conforme aux stipulations de la Conférence de Bruxelles ; les surtaxes concernant les sucres étrangers de toute origine ont été fixées aux taux de 6 fr par 100 kilogs pour les sucres raffinés et bruts titrant au moins 98° ; 5 fr. 50 pour les autres sucres. Le régime douanier des mélasses n'a pas été changé. Il résulte

des dispositions de l'art. 5 de la loi du 7 avril 1897, de l'art. 1^{er} de la loi du 14 juillet 1897, enfin de la loi du 24 février 1900.

La prise en charge de la totalité des quantités de sucre obtenues est assurée au moyen d'une surveillance permanente du service des Contributions Indirectes : les fabriques et les raffineries sont exercées de jour et de nuit, la circulation de la matière imposable est étroitement réglementée. Le rôle des agents des Contributions Indirectes sera étudié en détail dans deux sections : la première traitera des nombreuses formalités dont l'ensemble constitue l'exercice ; la seconde, de la destination donnée aux sucres à la sortie des fabriques et des divers régimes sous lesquels ils peuvent être placés.

Nous croyons utile, avant d'étudier le fonctionnement de la loi de 1903, de décrire sommairement les opérations que nécessite l'extraction du sucre.

Les betteraves sont d'abord lavées, puis réduites en fines lamelles dites cossettes, au moyen d'un coupe-racines. On les amène sous cette forme dans les diffuseurs où elles se trouvent en contact avec de l'eau tiède. L'eau s'empare des matières sucrées contenues dans les cossettes ; le jus ainsi obtenu contient des impuretés dont on le débarrasse en lui faisant subir un traitement par la chaux. Le sucre

se transforme en sucrate de chaux que l'on décompose par l'acide carbonique. Après avoir été plusieurs fois filtrés, les jus sont concentrés dans des chaudières spéciales dont l'ensemble constitue le triple effet et d'où ils sortent à l'état de sirops. Ceux-ci sont condensés de nouveau dans les chaudières de cuite ; lorsqu'ils se présentent sous la forme de masses cristallisables, on les projette dans les turbines, appareils animés d'une vitesse rotative considérable où, sous l'action de la force centrifuge, le jus est éliminé et laisse apparaître sur les parois des turbines le sucre à l'état de cristaux. A la sortie des turbines, le sucre peut être livré à la consommation, mais il est ordinairement raffiné, c'est-à-dire réduit de nouveau en sirop et débarrassé au moyen d'opérations très complexes des dernières impuretés qu'il peut contenir.

SECTION I.

L'exercice

Sous le régime de 1884, la prise en charge avait lieu d'après le poids des betteraves mises en œuvre. Le service des Contributions Indirectes devait, par suite, exercer une surveillance toute spéciale à la

bascule où s'effectuaient les pesées et où devaient aboutir sans exception toutes les quantités de matière première destinées à la fabrication. La bascule était entourée d'un grillage et devait faire l'objet de fréquentes vérifications.

Depuis 1903, le contrôle porte sur les quantités de sucre effectivement produites ; la surveillance a dû dès lors être transportée aux turbines. Un employé s'y tient en permanence et relève, sur un carnet, le nombre de sacs de sucre extraits. Les sacs sont d'un poids uniforme de cent kilogs. Dans certaines usines, les produits achevés ne sont pas immédiatement ensachés ; ils sont transportés dans un local clos où l'on ne peut entrer qu'avec le concours du service. D'autres établissements utilisent des transporteurs mécaniques qui rendent moins facile la constatation des quantités retirées des turbines. La surveillance se trouve alors transférée à la sortie du transporteur. Cependant, l'employé de service doit toujours être mis à même de voir les turbines au moyen de regards dont le verre est fixé à demeure.

Ces garanties sont complétées par l'existence d'un minimum de rendement fixé à 1500 gr. de raffiné par hectolitre de jus et par degré de densité au-dessus de 100. La reconnaissance de la densité et du volume des jus a lieu avant la défécation. Les fabricants sont tenus de déclarer l'heure des opé-

rations de défécation sur un registre *ad hoc*. Ils inscrivent :

a) Le numéro des chaudières qui sont employées

b) La date et l'heure du commencement des travaux.

c) L'heure à laquelle ils sont terminés.

De prime abord ces obligations semblent suffisantes pour assurer la prise en charge intégrale des quantités produites. Dans les fabriques importantes, elles nécessiteraient la présence d'un grand nombre d'agents, si le législateur n'avait organisé un ensemble de comptes destinés à faire ressortir les résultats de la fabrication. Ces comptes que les employés tiennent sur des registres, appelés portatifs, sont au nombre de deux dans les fabriques de sucre. Ce sont :

1^o Le compte de fabrication ;

2^o Le compte auxiliaire de magasin.

Le premier est chargé en raffiné, par campagne :

a) Des restes de la campagne précédente ;

b) Des quantités reçues de l'extérieur sous forme de sucre brut ou mélasses ;

c) De celles qui sont prises en charge d'après le minimum de rendement, à raison de 1500 grammes de raffiné par hectol. de jus soumis à la défécation et par degré densimétrique.

Il est débité :

a) Des quantités de raffiné contenues dans les sucres bruts et les mélasses sorties ;

b) De celles qui correspondent aux manquants reconnus au compte de magasin.

• Les opérations relatées sur ce compte sont contrôlées au moyen d'inventaires. Le 1^{er} a lieu au début de la campagne, avant la défécation ; le deuxième après la défécation ; le troisième en fin de campagne. Si le service relève des excédents, ils sont pris en charge au titre imposable.

Sous bénéfice d'une déduction accordée par le ministre, les manquants supportent la taxe de consommation. Le nombre des inventaires n'est pas limité ; les employés des Contributions Indirectes peuvent toujours vérifier l'exactitude du compte de fabrication lorsqu'ils le jugent à propos.

Grâce au compte de magasin, la Régie peut suivre la matière imposable quelle que soit la destination qui lui est donnée à la sortie des fabriques.

Il est chargé (en brut).

a) Du reste en compte de la campagne précédente ;

b) Des quantités provenant de l'extérieur et qui arrivent en fabrique sous le couvert d'un acquit-à-caution ;

c) De celles qui résultent de la fabrication.

Il est débité :

a) Des quantités expédiées des usines ;

b) De celles dont le service aura constaté la re-fonte. Les employés vérifient l'exactitude de ce compte au moyen de recensements fréquents. S'ils découvrent des excédents, ils dressent procès-verbal ; ceux-ci ne peuvent provenir que d'entrées frauduleuses. Les manquants donnent lieu à la rédaction d'un procès-verbal s'ils dépassent une déduction de 3 %. Toutefois ceux qui sont compris entre 3 et 6 % sont, dans certains cas, admis à décharge.

Comme la liquidation des droits doit avoir lieu, en principe, à la sortie des fabriques, il importe de déterminer la teneur en raffiné des produits achevés. Pour cela, on procède dans les laboratoires du ministère des finances à l'analyse saccharimétrique, telle qu'elle avait fonctionné jadis sous le régime de la loi de 1880. Le service prélève des échantillons sur les quantités emmagasinées dans les fabriques et les transmet au laboratoire régional qui les analyse. Les échantillons sont pris sur des masses homogènes, de façon à représenter la composition moyenne des lots. Il est essentiel qu'ils soient envoyés et analysés avec la plus grande rapidité pour ne pas entraver les transactions commerciales. Les résultats de l'analyse sont notifiés aux fabricants dans le délai de huit jours par les soins du directeur ou du sous-directeur des Contributions Indirectes. S'ils donnent lieu à contestation, le litige

est tranché par voie d'expertise. Les résultats de l'analyse saccharimétrique sont trop rigoureux pour que l'on en tienne intégralement compte dans la détermination des rendements au raffinage. Les procédés employés jusqu'à nos jours ne permettent pas en effet de retirer des sucres bruts la totalité du raffiné qu'ils contiennent.

La présence de sels et de glucoses entrave, dans une certaine mesure, les opérations du raffinage. Il a donc fallu faire bénéficier les industriels d'une certaine déduction. Mais comme il importe que toutes les quantités de sucre produites soient soumises à l'impôt, les bonis de rendement obtenus par les raffineurs sont pris en charge sur un compte spécial.

Les « réfections légales » ont été fixées à quatre fois le poids des sels et deux fois celui des glucoses. Il est alloué en outre une déduction de 1 1/2 %.

Le compte dit « des réfections » est chargé des quantités de sucre correspondant aux tolérances légales.

Il est déchargé :

1^o Des quantités de sucre cristallisable et de glucose contenues dans les mélasses sorties ;

2^o De celles qui sont contenues dans les bas produits du raffinage.

Les raffineurs parviennent cependant, grâce à la perfection de leurs procédés, à retirer des mélasses

et bas produits des bonis relativement importants.

Le compte des réfections est arrêté à la fin de chaque semestre. Les excédents qu'il fait ressortir acquittent le droit de consommation.

Enfin la perception de la taxe de raffinage donne lieu à la tenue d'un autre compte où se trouvent récapitulées toutes les opérations énumérées précédemment. Il existe un compte de liquidation définitive crédité :

1° des droits afférents aux quantités existant en raffinerie ;

2° de ceux qui sont acquittés ou garantis sur les sucres introduits ;

3° des droits acquittés sur les excédents du compte de réfaction.

Débité :

1° des droits qui frappent les sucres expédiés de l'usine ;

2° des droits afférents aux restes reconnus en magasin à la fin de la campagne.

Si le total des quantités inscrites au débit du compte est supérieur à celui du crédit, la différence provient de ce que le raffineur a obtenu un rendement réel supérieur à celui qui avait servi de base à la liquidation des droits. Un exemple fera mieux comprendre le mécanisme du compte de liquidation.

Supposons qu'un raffineur ait un crédit de

30.000 000 de francs, un débit de 25.400 000 fr. et que le montant des droits afférents aux restes en magasin soit de 5.000.000 de francs. Le débit présente un excès de 400.000 fr.

Puisque les sommes qui y figurent se composent :

1^o des droits constatés sur les sucres expédiés de l'usine ;

2^o des droits afférents aux restes reconnus en magasin ; il va sans dire que des expéditions ont eu lieu en franchise. Il faut donc les imposer pour que le Trésor soit satisfait. Des inventaires ont lieu dans les raffineries aussi bien que dans les fabriques de sucre : les produits qui entrent ou sortent des usines doivent toujours être accompagnés d'un titre de mouvement.

SECTION II.

Des divers régimes sous lesquels les sucres peuvent être placés

Les garanties destinées à assurer la perception intégrale de l'impôt sont complétées par un ensemble de formalités qui permettent au service de reconnaître la situation des sucres de toute origine.

A la sortie des fabriques ils peuvent être notamment :

- 1° livrés à la consommation ;
- 2° exportés directement ;
- 3° dirigés sur les raffineries ;
- 4° expédiés sur les entrepôts ;
- 5° placés sous le régime de l'admission temporaire.

Les enlèvements de sucres font toujours l'objet d'une déclaration détaillée contenant l'indication du nombre et du poids des colis, l'heure de l'enlèvement, la destination du chargement, etc. Elle intervient au moins deux heures à l'avance et donne lieu à la délivrance d'un titre de mouvement qui est généralement un acquit-à-caution. Seules les petites quantités de sucre destinées à la consommation sont, à la sortie des fabriques, admises à circuler sous le couvert d'un laissez-passer.

L'évacuation des sucres imparfaits, des sirops et des mélasses cristallisables n'est autorisée qu'en cas de cessation complète des travaux. Toutefois, la sortie des sirops destinés à l'alimentation du bétail est permise après dénaturation (loi du 5 juillet 1904.)

Exportation.

Les sucres indigènes peuvent être exportés en suspension du paiement des droits ou après libération. Le législateur a écarté le système du drawback pour les quantités dirigées sur l'étranger

après acquittement de la taxe. Il les a soumises au régime de l'admission temporaire. Celles qui ne sont pas libérées sont expédiées en sacs plombés et accompagnées d'un acquit. Celui-ci ne peut être apuré que par un visa d'exportation émanant de la douane. Ce mode de contrôle ingénieux est destiné à déjouer toute tentative de fraude.

Les sucres qui entrent dans la préparation de produits alimentaires destinés à être exportés sont admis dans les usines en franchise des droits. Une surveillance rigoureuse prévient les abus auxquels cette disposition aurait pu donner lieu. A l'entrée comme à la sortie, l'acquit est de règle. Il est ouvert à chaque industriel :

1° un compte de magasin sur lequel sont relatées toutes les quantités de sucre ou de glucose entrées dans les usines ;

2° un compte de fabrication.

Ces comptes sont vérifiés au moyen d'inventaires et de recensements. Les excédents sont ajoutés aux charges ; les manquants sont soumis au paiement du double droit s'ils dépassent une déduction de 10 %.

Les primes à l'exportation établies par la loi de 1897 sont abolies. Elles portaient sur les sucres indigènes et sur les sucres des colonies françaises embarqués à destination de la France et exportés des entrepôts de France.

Deux taxes pourvoyaient aux dépenses nécessitées par le service des primes :

1^o un droit de raffinage de 4 fr. par 100 kilogs de raffiné ;

2^o un droit de fabrication de 1 fr. par 100 kilog. Mais la nouvelle loi a laissé subsister les détaxes de distance. Elles étaient pour les sucres des colonies de l'Atlantique de 2 fr. 25 par 100 kgs de raffiné, de 2 fr. 50 pour ceux des autres colonies.

Les sucres bruts expédiés des fabriques métropolitaines dans les raffineries des ports bénéficiaient aussi d'une détaxe de deux fr. par 100 kilogs.

Ces dispositions avaient pour but de remédier à la mauvaise répartition des raffineries françaises et de mettre, au point de vue des frais de transport, toutes les fabriques sur un pied d'égalité. Les primes et les détaxes faisaient l'objet d'un compte au Trésor, crédité des recettes qui provenaient des taxes de raffinage et de fabrication. On espérait ainsi compenser le déficit d'une année par les excédents futurs. Malgré l'ingéniosité de cette combinaison, la balance fit apparaître à la fin de chaque année un solde débiteur. Pour liquider l'arriéré du compte, le gouvernement a demandé et obtenu, en 1903, le maintien d'une taxe de raffinage de deux francs.

Les chiffres qui avaient été fixés par la loi de 1897 constituent aujourd'hui un maximum. Le

montant des détaxes est calculé d'après l'importance réelle des frais de transport. Pour les déterminer, l'Administration exige la représentation :

1° des lettres de voiture des compagnies de transport ;

2° des factures indiquant les frais de camionnage.

Dans la plupart des cas, la liquidation des sommes dues aux industriels est faite par le service des Douanes.

Mise en entrepôt

On peut assimiler à l'exportation la mise en entrepôt qui n'est autre que le séjour fictif en territoire étranger. Si les industriels ne trouvent pas immédiatement des débouchés, s'ils n'exportent qu'au bout d'un temps plus ou moins long, il leur est loisible de mettre leurs produits dans des locaux spéciaux ; les sucres y séjournent, en exemption des droits, jusqu'au moment où ils sont livrés à la consommation ou exportés. On distingue en douane deux sortes d'entrepôt : l'entrepôt réel et l'entrepôt fictif. L'entrepôt réel a lieu dans les locaux de l'administration ; le second, au contraire, est établi dans des bâtiments privés chez des industriels ou chez les commerçants intéressés. Les entrepôts affectés aux sucres sont toujours réels. Il en existe dans la plupart des centres importants. Des entre-

pôts réels peuvent, en outre, être établis dans toutes les villes qui en font la demande par l'intermédiaire des conseils municipaux ou des chambres de commerce.

La faculté d'entrepôt s'applique :

1° Aux sucres bruts non libérés ;

2° Aux sucres raffinés et aux sucres bruts titrant au moins 65°, libérés de l'impôt, et présentés à la décharge des comptes d'admission temporaire.

3° Aux mélasses ayant au moins 44 % de richesse saccharine ;

4° Aux glucoses.

La durée de l'entrepôt est de trois ans. A l'entrée comme à la sortie, l'acquit est de rigueur. Les sucres sont pris en charge sur des registres spéciaux après avoir été vérifiés et pesés. Ils peuvent être enlevés :

1° En suspension du paiement des droits s'ils sont destinés à être exportés, mis en entrepôt ou envoyés dans une fabrique.

2° Après acquittement des droits s'ils doivent être livrés à la consommation ou envoyés dans une raffinerie.

Admission temporaire

Certains produits de provenance étrangère reçoivent en France un complément de main-d'œuvre et sont ensuite réexportés. Il était de toute nécessité, dans l'intérêt du commerce et de l'industrie,

d'exonérer les matières premières qui ne font que séjourner sur le territoire pour y être travaillées. Deux systèmes peuvent leur être appliqués : le drawback et l'admission temporaire. Dans le premier cas, les droits sont payés à l'importation, restitués lorsque les marchandises sont exportées. Etant donnée la difficulté que l'on a à déterminer la quantité de matières premières qui entre dans la composition d'un produit manufacturé, on conçoit que le Trésor soit appelé à verser fréquemment à l'exportateur des sommes supérieures à celles qu'il a encaissées. Cet inconvénient a fait rejeter le système du drawback. Sous le régime de l'admission temporaire, on laisse entrer en franchise les matières qui recevront un complément de main-d'œuvre, mais on les soumet à une surveillance rigoureuse. L'admission temporaire des sucres présente un autre caractère ; elle a été imaginée pour éviter le remboursement des droits en numéraire aux exportateurs de sucres raffinés. Elle s'applique aux sucres bruts indigènes, coloniaux ou étrangers directement importés des pays hors d'Europe, qui doivent être exportés après raffinage. Son origine remonte à la loi du 7 Mai 1864. Jusquelà le drawback avait seul été utilisé. Le régime de l'admission temporaire a conservé jusqu'à nos jours sa forme première. Il n'a guère été modifié que sur des points de détail. La loi de 1864 contenait une

disposition préjudiciable aux intérêts du commerce : les diverses préparations sucrées n'étaient admises à la décharge des obligations d'admission temporaire qu'en raison de la quantité de sucre cristallisable qu'elles renfermaient. Il est évident que les fruits confits, bonbons et autres produits semblables contiennent une proportion de sucre cristallisable inférieure à celle qui a été employée pour leur fabrication. La loi du 28 Janvier 1903 mit un terme à cet état de choses en accordant le crédit des droits aux industriels intéressés.

Lorsqu'un fabricant désire placer ses sucres sous le régime de l'admission temporaire, il fait une déclaration et souscrit des obligations cautionnées qui doivent être apurées dans un délai de deux mois. Les souscripteurs se libèrent de leurs engagements, soit par le paiement en numéraire, soit par l'exportation, soit par la mise en entrepôt d'une quantité de raffiné correspondant au poids des sucres bruts soumissionnés.

On admet à la décharge des comptes, *pour leur poids effectifs*, les sucres ci-après libérés d'impôt :

1° Les sucres raffinés, épurés, durs et secs, en pains ou agglomérés, pilés ou cassés ;

2° Le sucre cristallisable contenu dans les diverses préparations sucrées ;

3° Les sucres candis, à raison de 107 kgr. de raffiné par 100 kgr. de candi ;

4^o Les autres sucres pour *la quantité de raffiné qu'ils représentent.*

Les obligations d'admission temporaire ne sont pas toujours souscrites au moment même où les sucres sont enlevés des usines. Les industriels bénéficient d'un crédit d'enlèvement. Ils ont la faculté de faire sortir des quantités de sucre de leurs établissements, pendant dix jours sous le couvert d'une obligation collective. L'exportation et la mise en entrepôt donnent lieu à la délivrance de certificats n^o 7, détachés d'un registre à souche et transmissibles par endossement, qui servent à l'apurement des obligations. Si celles-ci ne sont pas libérées dans le délai de deux mois, le Trésor poursuit le recouvrement des droits avec intérêt de retard de 3 % l'an pendant deux mois, de 4 % pour les jours qui courent à partir de l'expiration du délai.

CHAPITRE V

DE QUELQUES EMPLOIS SPÉCIAUX DES SUCRES

Les sucres bruts ou raffinés ont des emplois extrêmement variés. Il serait difficile d'en donner une nomenclature complète.

Quelques-uns, cependant, ont attiré l'attention du législateur et ont fait l'objet d'une réglementation minutieuse. Nous voulons parler du sucrage des vins et de l'emploi des sucres en brasserie et à l'alimentation du bétail.

Sucrage des vins, cidres, etc.

L'opération qualifiée de sucrage consiste à remédier au défaut de maturité des raisins par une addition de sucre. On donne aussi le nom de sucrage

à la fabrication d'un vin de qualité inférieure, au moyen d'un versement d'eau sucrée sur les marcs obtenus après soutirage du premier vin. Cette pratique est assez ancienne ; elle remonte au XVIII^e siècle. En 1800, elle fut ardemment préconisée par Chaptal, un peu plus tard par le chimiste Mollérat. Vers 1880 on crut trouver dans le sucrage des vins un remède aux pertes causées par les ravages de l'oïdium et du phylloxera ; les opérations de sucrage prirent une grande extension ; les vignerons réclamèrent un dégrèvement sur les sucres destinés à cet usage ; le droit de consommation fut réduit à 20 fr. Mais lorsque le vignoble français fut reconstitué, l'abondance des récoltes causa une baisse de prix telle que les viticulteurs français se virent forcés d'écouler leurs vins à des prix peu rémunérateurs. Ils accusèrent de leurs maux la production artificielle des vins et, dès l'année 1888, ils demandèrent avec insistance l'interdiction du sucrage. La loi de 1897 sembla leur donner satisfaction. Elle interdisait la détention, la fabrication et la circulation des vins de sucre en vue de la vente. En d'autres termes, les vins de sucre ne pouvaient servir qu'à la consommation familiale. La difficulté de la surveillance rendit la nouvelle loi inefficace. La loi du 29 décembre 1900 fut plus effective : elle réduisait les quantités de sucre qui pouvaient être employées au sucrage à 40 kgs par membre de la famille et

domestique. Il était à craindre que l'avènement de la loi du 28 janvier 1903 ne donnât un nouvel essor aux opérations de sucrage : le taux de l'impôt se trouvait abaissé de 60 fr. à 25 fr. ; c'était presque le sucre à bon marché. Les viticulteurs se plaignirent de nouveau. Le gouvernement répondit à leurs appels en introduisant dans la législation un amendement important. Les quantités de sucre employées étaient limitées, pour le sucrage en 1^{re} cuvée, à 10 kgs par trois hectolitres de vendange, et à 40 kgs par membre de la famille et domestique attaché à la personne, pour le sucrage en 2^e cuvée. La fraude était punie très sévèrement. On pouvait, à ce moment, considérer la question du sucrage comme résolue ; il n'en était rien. En 1904, l'abondance de la récolte déprima les cours ; au lieu de voir dans cet état de choses un simple phénomène économique, les vignerons s'en prirent une fois encore à la fabrication des vins artificiels. Plusieurs projets tendant à modifier le régime des sucres employés au sucrage furent déposés à la Chambre, notamment par MM. Doumergue, Sarraut et Aldy. Ils firent, après de longues discussions, l'objet de la loi du 6 août 1905, aujourd'hui en vigueur. Plus tard la loi du 29 juin 1907 frappa le sucre employé en 1^{re} cuvée d'une taxe complémentaire de 40 fr. par 100 k. de sucre raffiné, et elle réduisit à 20 k. la quantité à employer en 2^e cuvée avec un maximum

de 200 k. pour l'ensemble de l'exploitation. La loi de 1903 subsiste cependant dans ses grandes lignes. Voici l'exposé de la législation existante :

Les viticulteurs qui désirent se livrer au sucrage doivent faire une déclaration à la recette buraliste au moins trois jours à l'avance. Ils sont astreints à l'observation des limites fixées par la loi de 1903, modifiées par les lois de 1905 et de 1907 ; la déclaration comporte les noms, prénoms, etc., du déclarant, le nombre des personnes qui vivent avec lui, les quantités de vendange qui seront transformées, le poids du sucre employé. La déclaration doit être certifiée par l'autorité municipale. Le sucrage ne peut avoir lieu que pendant la période des vendanges dont la durée est fixée par arrêté préfectoral. Le Préfet a toute latitude pour faire varier l'étendue de cette période. Toutefois, l'avis du Conseil Général, mieux à même de servir les intérêts régionaux, est obligatoire.

Les opérations de sucrage sont étroitement surveillées par le service qui peut intervenir quand bon lui semble. Il est avisé, par le receveur buraliste qui reçoit les déclarations, du moment où il y sera procédé.

Des précautions ont été prises pour que le sucre destiné au sucrage ne soit pas livré frauduleusement à la consommation. Les viticulteurs qui désirent détenir des quantités de sucre supérieures à 25 kgs

sont tenus d'en faire la déclaration et de se munir d'un carnet sur lequel ils inscrivent les quantités consommées et indiquent l'usage qui en a été fait. Ce carnet est visé par le chef de poste local.

En principe, les règles qui viennent d'être décrites ne s'appliquent pas aux vins de Champagne. Cependant le sucrage des moûts reste soumis aux mêmes dispositions.

Il faut en excepter :

1° l'emploi du sucre lors de la mise en bouteilles ;

2° l'emploi du sucre au moment du dégorgeage.

Sucre employé en brasserie

Les sucres employés en brasserie sont exemptés de tout impôt depuis la loi du 5 juillet 1904. Ils ne peuvent parvenir dans les brasseries que sous le lieu d'un acquit-à-caution. Ils sont pris en charge sur un compte spécial et dénaturés au moyen de procédés déterminés par le comité consultatif des arts et manufactures. La dénaturation a lieu en présence du service.

Sucre employé à l'alimentation du bétail

La loi du 5 juillet 1904 a également exonéré de tous droits les sucres et sirops titrant moins de 95° et qui sont dénaturés, en présence du service, dans

les établissements de production, pour servir à l'alimentation du bétail. Les modes de dénaturation et d'emploi ont été fixés par les décrets du 10 novembre 1904. Les produits sont suivis à un compte spécial et ne peuvent circuler sans être accompagnés d'un acquit-à-caution ou d'un laissez-passer.

CHAPITRE VI

PRODUITS DÉRIVÉS DU SUCRE

L'exposé du régime fiscal des sucres ne serait pas complet si l'on ne faisait une place à part aux produits qui en dérivent, mélasses, glucoses, amidines, etc.

1^o Mélasses.

Sous l'empire de la loi de 1884, les fabricants ne bénéficiaient d'aucune décharge pour les mélasses qu'ils faisaient sortir de leurs usines. Ils les envoyaient dans des établissements appelés sucra-teries ou l'on en extrayait par des procédés spéciaux du sucre cristallisable. Les bonis de rendement se trouvaient ainsi augmentés dans des proportions notables. La loi du 4 Juillet 1887 mit un terme à cet état de choses préjudiciable au Trésor,

en allouant aux fabricants une décharge de 14 % pour les mélasses expédiées en distillerie ou à l'étranger. La loi du 14 juillet 1897 étendit ces dispositions aux mélasses destinées aux usages agricoles.

La loi du 28 Janvier 1903 a assez profondément modifié le régime des mélasses; les mélasses épuisées, expédiées à une fabrique ou à une sucrerie, sont toujours portées en décharge au compte de fabrication à raison de 30 kgs de raffiné par 100 kgs de mélasses.

Mais celles qui sont dirigées sur des distilleries, exportées ou destinées aux usages agricoles donnent lieu à une décharge de 5 % en raffiné.

Celles qui sont employées à la fabrication de bonbons grossiers, de pain d'épice ou même destinées à la consommation acquittent l'impôt à raison de 5 % de leur poids en raffiné.

Les mélasses peuvent être aussi utilisées en agriculture, notamment pour l'alimentation du bétail ou pour le traitement des maladies de la vigne, etc. Dans ce cas, elles sont exemptées de tout droit si elles ont été préalablement dénaturées. Les mélasses en nature circulent sous le lien d'un acquit-à-caution qui garantit le paiement du double droit de consommation à raison de 5 kgs de raffiné par 100 kgs de mélasses. Avant de donner décharge de l'acquit, le service se rend compte de la nature et

de l'importance des usages qui seront faits des mélasses. Afin d'encourager leur emploi, l'art. 1^{er} du décret du 8 Juin 1899 autorise la création de dépôts spéciaux de mélasses dans les localités où il existe un poste d'employés de la régie. Le service est tenu de faire de fréquentes visites dans ces établissements et d'assister à la dénaturation.

Dans les brasseries, les mélasses font l'objet d'une réglementation spéciale. L'application de la loi du 30 Mai 1899, qui a fixé l'assiette de l'impôt des bières sur le nombre de degrés hectolitres des moûts, aurait pu donner naissance à une fraude difficile à réprimer, le relèvement de ce nombre pouvant, en effet, être facilement obtenu par addition de mélasses ou d'autres produits sucrés.

Que les matières précitées soient versées dans les chaudières de cuisson ou incorporées à la bière fabriquée, les brasseurs doivent faire une déclaration à la recette buraliste ; ils indiquent la nature, le poids des substances mises en œuvre, l'heure des opérations, etc.

Les mélasses qui entrent en brasserie sont toujours accompagnées d'un acquit-à-caution ; elles sont immédiatement placées dans un magasin isolé et prises en charge à un compte spécial que l'on débite des quantités utilisées. Le décret du 18 avril 1901 a fixé le rendement des mélasses à 31 degrés-hectol. par 100 kgs.

2^o *Les glucoses.*

On désigne sous le nom de glucoses les produits incristallisables qui proviennent de la saccharification, au moyen d'acides, des matières amylacées (féculs, farines de maïs). Les glucoses peuvent être employées aux mêmes usages que le sucre de betterave. Il était donc juste que le législateur les englobât dans la taxation des sucres qu'elles auraient été susceptibles de remplacer dans un grand nombre de cas. Avant la promulgation de la loi de 1903, les glucoses supportaient un droit de 13 fr. 50 par 100 kgs. La taxe de consommation sur le sucre se trouvant considérablement abaissée, il était rationnel de réduire celle qui frappait les glucoses. Le nouveau tarif est de 5 fr. 60 par 100 kgr. Les industriels qui se livrent à la fabrication des glucoses sont soumis à la déclaration préalable ; ils ne doivent recevoir aucune quantité de matières premières avant d'en avoir fait préalablement la déclaration au bureau de la régie. Ils sont astreints à la tenue de comptes analogues à ceux qui sont en usage dans les fabriques de sucre, c'est-à-dire d'un compte de matières premières, d'un compte de fabrication et d'un compte de magasin contrôlés au moyen d'inventaires périodiques.

Le compte de fabrication est chargé d'après un

minimum de rendement de 125 kgs de glucoses par 100 kgs de fécule anhydre.

Pour faciliter les opérations de surveillance, un registre spécial est mis à la disposition des fabricants. Ils doivent y inscrire journellement :

Le numéro des cuves ou chaudières employées à la décomposition ou à la saccharification, l'heure à laquelle y sont versées les matières premières, l'heure de l'entonnement, etc.

Un titre de mouvement accompagne toujours les produits achevés à leur sortie des usines. L'acquit est de règle chaque fois que les glucoses sont expédiées, en suspension du paiement des droits (exportation, mise en entrepôt, admission temporaire). Les glucoses envoyées en brasserie sont soumises à un régime analogue à celui des mélasses. Elles sont emmagasinées et prises en charge sur un compte spécial. L'incorporation des glucoses a lieu au cours de la cuisson ou après la fabrication. Dans le premier cas, les quantités mises en œuvre acquittent comme bière la taxe de 0 fr. 25 appliquée à un rendement forfaitaire en degrés hectolitres (29 degrés-hectolitres par 100 kgs de glucoses). Dans le second, les quantités employées sont portées en décharge au compte précédemment cité et sont soumises au double des droits qui leur sont afférents.

La saccharine

La saccharine est un produit chimique extrait du goudron de houille dont le pouvoir sucrant est de 300 à 550 fois plus fort que celui du sucre ordinaire. La découverte de la saccharine donna naissance à de grandes espérances. Certains chimistes pensaient qu'elle ne tarderait pas à remplacer le sucre de betterave. Effectivement, la fabrication de la saccharine prit une extension inquiétante, surtout à partir de 1880. Elle menaçait de compromettre l'avenir de l'industrie sucrière et par suite de causer au Trésor un préjudice important.

Saisi de la question, le comité consultatif de l'hygiène publique se livra à une étude approfondie du nouveau produit. La saccharine fut reconnue nuisible à l'organisme à cause de ses propriétés antifermentescibles. Le décret du 1^{er} Décembre 1888 en prohiba l'emploi et déclara la loi sur les fraudes alimentaires applicable aux industriels qui enfreindraient cette disposition. La loi de 1892 en défendait rigoureusement l'importation. Ces mesures furent inefficaces ; d'importantes quantités de saccharine pénétrèrent dans la consommation. Le législateur s'efforça de remédier à cette situation en réglementant d'une façon minutieuse la fabrication et la circulation de la saccharine. Tel fut l'objet de la loi du 30 Mars 1902.

La fabrication de la saccharine est soumise à la surveillance permanente de la Régie. Quatre heures au moins à l'avance, les industriels doivent déclarer la quantité de matières premières qu'ils désirent mettre en œuvre et fixer un rendement forfaitaire. Les opérations chimiques ont lieu dans un atelier spécial ; les produits achevés sont emmagasinés dans un local muni d'une ouverture unique susceptible d'être scellée. Le service tient subsidiairement un compte de fabrication et un compte de magasin dont l'exactitude est assurée par des recensements périodiques.

La vente de la saccharine n'est pas libre. Elle ne peut être faite qu'à des pharmaciens ou à des industriels qui ne préparent pas de produits alimentaires.

La saccharine leur est adressée dans des caisses, boîtes ou flacons plombés et accompagnés d'un acquit-à-caution. Les pharmaciens prennent en charge les quantités qu'ils reçoivent sur un registre spécial où ils inscrivent les envois qu'ils font à leurs clients avec l'adresse des destinataires. Les infractions sont constatées par le service d'inspection des pharmacies.

Les industriels qui emploient la saccharine sont tenus de déclarer à la direction des Contributions Indirectes :

1^o La nature des produits qu'ils se proposent de fabriquer ;

2° Les procédés employés ;

3° Les quantités de saccharine qu'ils utiliseront annuellement.

Les mesures qui viennent d'être exposées paraissent vexatoires ; en définitive, elles ont pour but de sauvegarder les intérêts de la sucrerie et de protéger la santé publique.

CHAPITRE VII

RÉGIME DES SUCRES COLONIAUX ET DES SUCRES ÉTRANGERS

Antérieurement à la Convention de Bruxelles, les sucres coloniaux se trouvaient placés sous le régime du déchet tel qu'il a été exposé précédemment. Lorsqu'ils étaient importés en droiture, ils bénéficiaient pour partie d'une exemption dont l'importance était fixée annuellement par arrêté du ministre des finances. Ils étaient mis ainsi sur un pied d'égalité avec les sucres indigènes. La loi de 1903 supprima toute distinction entre la prise en charge à l'effectif et le régime du déchet : les sucres coloniaux supportent les mêmes droits que les sucres indigènes, c'est-à-dire qu'ils acquittent la taxe de fabrication et la taxe de raffinage.

Les sucres étrangers étaient frappés d'une sur-

taxe douanière élevée. Celle-ci n'a pas été abolie, mais elle a été réduite à une quotité raisonnable, suffisante pour protéger le marché intérieur. Toutefois, conformément à l'art. 4 de la Convention de Bruxelles, les pays qui continueraient à appliquer à leurs sucres un régime fiscal comportant des primes à l'exportation, verraient celles-ci annihilées par une surtaxe compensatrice.

Les sucres bruts étrangers paient le droit de consommation de 25 fr. par 100 kilogs et un droit de douane de 5 fr. 50. S'ils titrent plus de 98°, ils sont traités comme des raffinés (6 fr). Les régimes de l'entrepôt et de l'admission temporaire (en douane) leur sont applicables.

Les mélasses des colonies françaises qui servent à la distillation sont admises en franchise. Les mélasses étrangères sont taxées à raison de leur richesse saccharine (0 fr. 20 par degré au tarif minimum, 0 fr. 30 au tarif général). Celles qui proviennent des entrepôts d'Europe supportent en outre une surtaxe de 3 fr. 60 par 100 kilogs. Les droits afférents aux mélasses destinées à d'autres usages sont ainsi fixés :

Mélasses contenant :

moins de 50 % de sucre	23.50	t.g.	19.50	t.m.
plus de 50 %	»	50.50	»	40.90

Les sucres introduits en Algérie ne sont pas traités comme ceux qui entrent dans la métropole. Il

n'y a pas à faire de distinction de provenance. L'impôt est de :

- 1° 10 fr. par 100 kgs pour les sucres bruts,
- 2° 12 fr. par 100 kgs pour les sucres raffinés,
- 3° 13 fr. 90 par 100 kgs pour les sucres candis.

Il faut ajouter à ces chiffres le droit d'octroi de mer (15 fr. par 100 kgs de raffiné) et la surtaxe de douane pour les sucres étrangers.

APPENDICE

Le service des sucres

Le régime des sucres tel qu'il fonctionne actuellement nécessite un personnel nombreux et expérimenté.

La complexité des formalités légales exige d'autre part qu'un certain nombre d'agents soient spécialisés dans un service où le contrôle est incessant. Le personnel qui y est affecté comprend à sa base des préposés, des commis et des chefs de poste ; au-dessus d'eux, des contrôleurs et des inspecteurs. L'action de ce personnel est renforcée pendant la campagne par des surnuméraires et des préposés détachés du service général. L'administration centrale détermine, chaque année, le nombre des agents

qui seront versés dans les postes des fabriques et raffineries. Les agents détachés reçoivent en sus de leur traitement une indemnité de 3 fr. par jour.

A l'intérieur de chaque usine, le chef de poste règle le fonctionnement et l'ordre du service. Il tient un registre visé par les contrôleurs qui présente la répartition du service entre les employés attachés à l'établissement. La surveillance doit être particulièrement rigoureuse aux turbines où apparaissent les quantités produites et aux appareils de défécation. Les contrôleurs s'assurent, par des visites de jour et de nuit, que les prescriptions légales sont fidèlement observées. Périodiquement, les inspecteurs des sucres et distilleries rendent compte au Directeur de la situation des usines. Ils procèdent aussi à la confection d'états qui ont pour but de renseigner l'administration sur l'importance de la production des sucres et des perceptions.

Le service des Contributions Indirectes ne se borne pas à assurer la rentrée de l'impôt ; il exerce un contrôle actif sur les transactions qui interviennent entre les agriculteurs et les fabricants. Ce contrôle est destiné à empêcher l'exploitation dont les cultivateurs pourraient être l'objet de la part des industriels.

« Dans chaque fabrique, dit l'art 13 de la loi du
« 7 avril 1897, un ou plusieurs agents seront char-
« gés de vérifier l'exactitude des opérations de

« pesage et de contrôler les réfections à opérer en
« raison des terres, racines, collets, ainsi que la
« détermination de la densité. »

Le service connaît l'époque de la livraison des betteraves, grâce à la déclaration du fabricant. Les balances qui servent à la pesée sont fréquemment vérifiées.

Si les employés découvrent quelque inexactitude, ils en avisent l'administration des poids et mesures. En matière de sucre, les contraventions obéissent aux règles générales du contentieux, c'est-à-dire qu'elles sont de la compétence du tribunal correctionnel.

Nous venons de décrire dans ses lignes essentielles le nouveau régime des sucres. Il ne nous reste plus qu'à examiner quels en ont été les résultats au point de vue économique en considérant l'état du marché des sucres depuis 1903.

CHAPITRE VIII.

LES EFFETS IMMÉDIATS DE LA LOI DE 1903

Le régime de 1884 avait provoqué artificiellement le développement de l'industrie sucrière française. Il était à prévoir que l'abolition des mesures qui faisaient sa force causerait un arrêt ou du moins un ralentissement dans la production du sucre de betterave. A partir de la campagne 1902-1903, les statistiques font ressortir une baisse brusque dans les quantités extraites..

Campagnes	Tonnes de raffiné
1898-1899	737.920
1899-1900	869.260
1900-1901	1.040.294
1901-1902	1 051.930
1902-1903	776.158
1903-1904	727.267
1904-1905	562-736
1905-1906	984-671
1906-1907	682 851
1907-1908	656.832

Les esprits optimistes avaient pensé que la réduction du prix du sucre aurait provoqué un accroissement notable de la consommation, qui aurait rétabli l'équilibre en maintenant la production à son niveau antérieur. Il était difficile à cet égard de fonder une certitude; la consommation du sucre obéit à des influences multiples; elle est subordonnée au degré d'aisance des habitants, au climat, aux habitudes; elle suit le sort de certaines denrées, notamment du thé, du café. Ce n'est pas à dire qu'elle ne se soit pas développée dans les années qui suivirent la signature de la Convention de Bruxelles; mais elle n'a pas augmenté dans les proportions que l'on comptait.

La consommation indigène du sucre de betterave a atteint de 1902 à 1909 les chiffres suivants :

Campagnes	tonnes de raffiné consommées
—	—
1902-03	371.119
1903-04	699.030
1904-05	542.314
1905-06	583.549
1906-07	574.803
1907-08	584.640

Nous avons vu d'autre part que les exportations s'étaient considérablement ralenties; depuis l'année 1903 elles semblent vouloir se stabiliser aux envi-

rons de 300.000 tonnes. Les phénomènes qui viennent d'être signalés ne se sont pas produits en Allemagne et en Autriche avec la même amplitude. Les exportations allemandes ont conservé à peu de chose près leur importance sur le marché anglais. Le droit intérieur a été ramené de 25 fr. à 17 fr. 50, soit un dégrèvement de 7 fr. 50 seulement. Mais la réduction de la surtaxe douanière a détruit toute l'économie des combinaisons sur lesquelles reposait l'institution des cartells.

L'Autriche envoie dans les villes d'Orient des quantités de plus en plus importantes. En 1906, elle a exporté plus de 200.000 sacs de sucre. A Ezeroun et à Jaffa les sucres français progressent, mais pas assez aux dépens de ceux de Trieste.

L'état presque stationnaire de la consommation française, joint à la faiblesse du taux de nos exportations, provoqua une crise grave dans l'industrie sucrière. Ce n'est pas de gaieté de cœur que celle-ci put renoncer aux avantages que lui assurait le système des primes. Sous l'empire de la loi de 1897, les fabricants avaient accumulé des stocks considérables qu'ils destinaient à l'exportation. Ceux-ci se trouvèrent brusquement sans emploi et avilirent les cours. Le krach fameux de 1905 occasionna la fermeture d'un certain nombre d'usines. Les plus puissantes résistèrent seules. Au 1^{er} octobre de la campagne 1905-1906 le stock non écoulé s'élevait

encore à 253.700 tonnes ; encore fallait-il tenir compte de l'importation des sucres coloniaux. Tout compte fait, avant de songer à produire de nouvelles quantités, il fallait trouver le placement de près d'un million de tonnes !

Les agriculteurs, eux aussi, s'étaient alarmés ; la baisse des cours sur le marché des sucres eut une répercussion presque immédiate sur le prix de la betterave. Ne pouvant plus écouler les produits de leur sol à un taux rémunérateur, les cultivateurs réduisirent les espaces plantés en betteraves ; de 312.465 hectares en 1902, ceux-ci sont tombés au chiffre de 203.772 hectares en 1904. Cette situation était en même temps préjudiciable à la culture des céréales : la betterave épuise peu le sol ; les feuilles dont se compose sa tige constituent un engrais précieux particulièrement favorable à la croissance du blé.

L'acuité de la crise fut mitigée par l'essor pris par l'industrie des confitures et des bonbons qui absorba d'importantes quantités de sucre. Un certain nombre d'usines se transformèrent en distilleries et offrirent ainsi de nouveaux débouchés à la culture betteravière, de telle sorte que celle-ci perdit relativement peu de terrain.

Quant aux exportations, on ne pouvait guère espérer qu'elles se relèveraient. Les sucres européens avaient à compter de plus en plus avec la

sucrerie de canne. Dès l'année 1897, le gouvernement des Etats-Unis avait établi sur les produits européens primés des droits compensateurs. Ces surtaxes disparurent avec le régime antérieur à la Convention de Bruxelles, mais le sucre européen n'en resta pas moins écarté du marché des Etats-Unis. La production des îles Hawaï et Porto-Rico, des Philippines et de Cuba s'est considérablement développée. Les sucres originaires de ces pays bénéficient d'exemptions totales d'impôt ou de taxes réduites.

Restait le marché anglais sur lequel nous étions battus par l'Allemagne. Notre infériorité tient à des causes multiples. Au point de vue industriel, nos usines semblent au moins égales à leurs rivales étrangères. La matière première y est parfaitement épuisée et le travail soigné, mais elles n'ont pas la même puissance productive. Les usines d'Autriche-Hongrie produisent en moyenne 68.400 sacs, celles d'Allemagne 57.200, les nôtres 30.000 sacs. Si l'on considère maintenant le rendement de la betterave en sucre brut, mêmes constatations. Les statistiques de M. Otto-Sicht font ressortir les chiffres suivants :

Rendement de la betterave en sucre brut par 100 kgs.

Campagnes	Allemagne	France
1881-82	9.56	5.34
1882-83	9.51	5.53

1883-84	10.54	6.11
1893-94	12 95	11.03
1903-04	15.21	12.30
1907-08	15.68	13.12

D'immenses domaines sont consacrés dans l'Allemagne de l'Est à la culture de la betterave. Le sol est défoncé au moyen de machines puissantes, le travail est organisé militairement ; enfin la main-d'œuvre revient à très bon compte. Le salaire normal des ouvriers varie entre 1 mark 50 par jour et deux marks.

Aux 5.800.000 tonnes de betteraves récoltées en France, l'étranger oppose :

Allemagne	11.800.000 tonnes	
Autriche	7.933.000	»
Russie	8.434.000	»

Quand bien même notre production betteravière et notre fabrication égaleraient celles d'Outre-Rhin, pour que nous puissions soutenir la lutte sur les marchés tiers, il faudrait que les frais de transport des sucres français soient réduits dans des proportions sensibles.

Le coût de transport de la tonne de sucre de Hambourg à Londres revint à 6 fr. 93. De Paris à Londres, la distance est de beaucoup inférieure ; les frais atteignent cependant 14 fr. 49.

Pour toutes ces raisons, nos exportations ne pouvaient manquer de subir un ralentissement progressif.

Enfin, au cours de l'année 1906, une question d'une extrême gravité vint à se poser : la Convention de Bruxelles serait-elle renouvelée ? Elle avait été conclue pour cinq ans et arrivait à expiration le 1^{er} Septembre 1907.

Le Parlement anglais s'était toujours montré hostile à l'application de la clause pénale prévue par l'article 4 de la Convention. L'Angleterre est, avant tout, une nation commerçante ; elle craignait que l'établissement de droits compensateurs sur les sucres primés ne l'exposât à des représailles douanières. Grâce à des réclamations réitérées, elle était parvenue à faire admettre par la Commission permanente une interprétation singulièrement élargie de la clause pénale. Il avait été décidé que des droits compensateurs ne frapperaient les sucres des pays contractants que si la surtaxe excédant les limites fixées à l'article 3 constituait prime.

Les idées impérialistes, d'autre part, avaient fait de rapides progrès. Pourquoi l'Angleterre ne favoriserait-elle pas la consommation des sucres de ses colonies ? L'augmentation du prix du sucre après la signature de la Convention de Bruxelles avait donné beaucoup de force à cette théorie et suscita une

campagne ardente contre le renouvellement de l'acte de 1902.

Les fabricants de confitures, de bonbons, etc., se plaignaient eux aussi de la cherté de la matière première ; ils ne pouvaient continuer à vendre leurs produits au même prix et se voyaient concurrencés par l'étranger.

Cependant, les inconvénients qui résultaient du système des primes avaient été trop puissants pour que l'on songeât à revenir à un régime de liberté complète. Le 28 août 1907, la Convention fut renouvelée, mais avec une modification importante.

L'Angleterre obtenait gain de cause : elle était dispensée de l'obligation inscrite dans l'article 4 ; les Etats contractants s'étaient ralliés à une sanction nouvelle ; ils pouvaient exiger que, pour jouir du bénéfice de la Convention, le sucre raffiné dans le Royaume-Uni et exporté vers leur territoire soit accompagné d'un certificat constatant qu'il ne provenait d'aucun pays reconnu par la commission permanente comme accordant des primes à la production ou à l'exportation du sucre.

La Russie demanda qu'il lui soit permis d'adhérer à l'Union sucrière : depuis l'année 1903, sa production s'était développée avec une grande rapidité ; non seulement la Russie menaçait de conquérir les marchés d'Extrême-Orient, mais elle pouvait envoyer sur le marché anglais près de 300.000 tonnes

de sucres primés. Cet état de choses aurait fini par provoquer l'établissement des droits compensateurs sur les sucres russes ou la dénonciation de la Convention de Bruxelles. Comme les nations contractantes ne voulaient à aucun prix en venir à ces extrémités, elles engagèrent la Russie à abandonner sa législation intérieure. Le gouvernement répondit qu'il lui était impossible de modifier un régime fiscal sur lequel reposait la prospérité de l'industrie sucrière, mais qu'il consentirait à limiter le chiffre des exportations.

La Russie fut admise à adhérer à l'acte de Bruxelles à l'unique condition de ne pas autoriser l'exportation avec restitution ou exemption de l'accise de quantités de sucre excédant, pour les six années à compter du 1^{er} septembre 1907, le chiffre maximum de un million de tonnes. (Voir dans les documents annexes le texte complet des deux conventions signées à Bruxelles les 28 août et 19 décembre 1907).

*L'avenir probable de la sucrerie française
et de la sucrerie européenne.*

Les considérations qui précèdent prouvent que l'industrie sucrière française n'est pas, au point de vue international, dans une situation très brillante. L'admission de la Russie dans la Convention de

Bruxelles a été la cause d'un recul manifeste dans l'exportation des sucres français et allemands sur le marché anglais. Comment ceux-ci auraient-ils pu soutenir la lutte contre des produits fortement primés ? La sucrerie française ne peut plus guère maintenant prétendre qu'au marché national. La perfection de sa fabrication sera seule susceptible de lui permettre de conserver une clientèle restreinte à l'étranger.

En réalité, notre seul débouché important réside dans la consommation qu'il est nécessaire de développer par tous les moyens possibles. Pour arriver à cette fin, la mesure la plus efficace serait un abaissement du droit sur les sucres. M. Caillaux, au début de l'année 1908, s'était déclaré fortement partisan du dégrèvement d'une denrée de première nécessité. Mais il est probable qu'un changement de législation agissant dans ce sens communiquerait une vitalité nouvelle aux opérations de sucrage et susciterait les plaintes des viticulteurs. Il faut aussi tenir compte de la situation budgétaire !

« Je n'hésite pas à déclarer, disait M. Caillaux, « qu'il est nécessaire d'accorder à la viticulture « toutes les mesures de protection susceptibles de « lui venir efficacement en aide. J'ai prouvé ma « bonne volonté à cet égard au mois de juin dernier, en allant souvent au-delà même des désirs « de la Chambre. Mais vraiment, il m'est impos-

« sible de ne pas envisager dans un avenir plus ou
« moins lointain, lorsque l'état de nos finances
« nous le permettra, une réduction des droits sur
« une substance aussi nécessaire à la vie que le
« sucre. »

Le désir que formulait le ministre des finances devient de plus en plus difficile à réaliser. Les dépenses publiques augmentent de jour en jour ; les progrès faits par les idées socialistes tendent à une extension croissante des services d'Etat et créent un besoin d'argent sans cesse grandissant.

Dans ces conditions, l'industrie sucrière française ne trouvera son salut que dans la diminution progressive des stocks qu'elle a accumulés de façon à se mettre à l'unisson des besoins de la consommation indigène :

« Tant que vous aurez, disait M. Seblime à l'as-
« semblée générale des fabricants de sucre du 22
« mars 1907, un excédent de 500.000 à 600.000
« tonnes et que vous en aurez 200 000 ou 300.000
« à exporter, vous ne changerez rien aux conditions
« économiques du marché français »

Si maintenant on se place à un point de vue international, on constate que la concurrence faite par le sucre de canne au sucre de betterave devient menaçante pour l'industrie européenne. L'île de Java a produit à elle seule, en 1908, 1.300.000 tonnes de sucre brut. Cuba, Haïti, les Philippines écou-

lent sur le marché des États-Unis des quantités énormes de sucre. Il est probable que les pays qui sont encore ouverts au sucre européen se fermeront progressivement : les uns parce qu'ils seront producteurs, les autres parce qu'ils seront approvisionnés à meilleur compte par leurs colonies.

ANNEXE N° 1

CONVENTION

RELATIVE AU RÉGIME DES SUCRES

Le Président de la République française ; Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, etc.. , désirant, d'une part, égaliser les conditions de la concurrence entre les sucres de betterave et les sucres de canne des différentes provenances, et, d'autre part, aider au développement de la consommation du sucre :

Considérant que ce double résultat ne peut être atteint que par la suppression des primes et par la limitation de la surtaxe ;

Ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à supprimer, à dater de la mise en vigueur de la présente convention, les primes directes et indirectes dont bénéficieraient la production ou l'exportation des sucres, et à ne pas établir de primes de l'espèce pendant toute la durée de la dite convention. Pour l'application de cette disposition sont assimilés au sucre les produits sucrés tels que confitures, chocolats, biscuits, lait condensé et tous autres produits analogues contenant en proportion notable du sucre incorporé artificiellement.

Tombent sous l'application de l'alinéa précédent, tous les avantages résultant directement ou indirectement, pour les diverses catégories de producteurs, de la législation fiscale des Etats, notamment :

a) Les bonifications directes accordées en cas d'exportation ;

b) Les bonifications directes accordées à la production ;

c) Les exemptions d'impôt, totales ou partielles, dont bénéficient une partie des produits de la fabrication ;

d) Les bénéfices résultant d'excédents de rendement ;

e) Les bénéfices résultant de l'exagération du drawback ;

f) Les avantages résultant de toute surtaxe d'un taux supérieur à celui fixé par l'article 3.

ART. 2.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre au régime d'entrepôt, sous la surveillance permanente de jour et de nuit des employés du fisc, les fabriques et les raffineries de sucre, ainsi que les usines dans lesquelles le sucre est extrait des mélasses.

A cette fin, les usines seront aménagées de manière à donner toute garantie contre l'enlèvement clandestin des sucres, et les employés auront la faculté de pénétrer dans toutes les parties des usines.

Des livres de contrôle seront tenus concernant une ou plusieurs phases de la fabrication, et les sucres achevés seront déposés dans des magasins spéciaux offrant toutes les garanties désirables de sécurité.

ART 3.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à limiter au chiffre maximum de 6 francs par 100 kilogrammes pour le sucre raffiné et les sucres assi-

milables au raffiné, et de 5 fr. 50 pour les autres sucres, la surtaxe, c'est-à-dire l'écart entre le taux des droits ou taxes dont sont passibles les sucres étrangers et celui des droits ou taxes auxquels sont soumis les sucres nationaux.

Cette disposition ne vise pas le taux des droits d'entrée dans les pays qui ne produisent pas de sucre ; elle n'est pas non plus applicable aux sous-produits de la fabrication et du raffinage du sucre.

ART. 4.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à frapper d'un droit spécial à l'importation sur leur territoire, les sucres originaires de pays qui accorderaient des primes à la production ou à l'exportation.

Ce droit ne pourra être inférieur au montant des primes, directes ou indirectes, accordées dans le pays d'origine. Les Hautes Parties se réservent la faculté, chacune en ce qui la concerne, de prohiber l'importation des sucres primés.

Pour l'évaluation du montant des avantages résultant éventuellement de la surtaxe spécifiée au littéra *f* de l'article 1^{er}, le chiffre fixé par l'article 3 est déduit du montant de cette surtaxe : la moitié de la différence est réputée représenter la prime, la commission permanente instituée par l'article 7 ayant le droit, à la demande d'un Etat contractant, de réviser le chiffre ainsi établi.

ART. 5.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à admettre, au taux le plus réduit de leur tarif d'importation, les sucres originaires soit des Etats contractants, soit de celles des colonies ou possessions desdits Etats qui n'accordent pas de primes et auxquelles s'appliquent les obligations de l'article 8.

Les sucres de canne et les sucres de betterave ne pourront être frappés de droits différents.

ART. 6.

L'Espagne, l'Italie et la Suède seront dispensées des engagements faisant l'objet des articles 1, 2 et 3, aussi longtemps qu'elles n'exporteront pas de sucre.

Ces Etats s'engagent à adapter leur législation sur le régime des sucres aux dispositions de la convention dans le délai d'une année — ou plus tôt si faire se peut — à partir du moment où la commission permanente aura constaté que la condition indiquée ci-dessus a cessé d'exister.

ART. 7.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de créer une commission permanente, chargée de sur-

veiller l'exécution des dispositions de la présente convention.

Cette commission sera composée de délégués des divers États contractants et il lui sera adjoint un bureau permanent. La commission choisit son président ; elle siégera à Bruxelles et se réunira sur la convocation du président.

Les délégués auront pour mission :

a) De constater si, dans les Etats contractants, il n'est accordé aucune prime directe ou indirecte à la production ou à l'exportation des sucres ;

b) De constater si les Etats visés à l'article 6 continuent à se conformer à la condition spéciale prévue au dit article ;

c) De constater l'existence des primes dans les Etats non signataires et d'en évaluer le montant en vue de l'application de l'article 4 ;

d) D'émettre un avis sur les questions litigieuses ;

e) D'instruire les demandes d'admission à l'union des Etats qui n'ont point pris part à la présente convention.

Le bureau permanent sera chargé de rassembler, de traduire, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature qui se rapportent à la législation et à la statistique des sucres, non seulement dans les Etats contractants, mais également dans les autres Etats.

Pour assurer l'exécution des dispositions qui

précèdent, les Hautes Parties contractantes communiqueront par la voie diplomatique au gouvernement belge, qui les fera parvenir à la commission, les lois, arrêtés et règlements sur l'imposition des sucres qui sont ou seront en vigueur dans leurs pays respectifs, ainsi que les renseignements statistiques relatifs à l'objet de la présente convention.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra être représentée à la commission par un délégué ou par un délégué et des délégués adjoints.

L'Autriche et la Hongrie seront considérées séparément comme parties contractantes.

La première réunion de la commission aura lieu à Bruxelles, à la diligence du Gouvernement belge, trois mois au moins avant la mise en vigueur de la présente convention.

La commission n'aura qu'une mission de constatation et d'examen. Elle fera, sur toutes les questions qui lui seront soumises, un rapport qu'elle adressera au gouvernement belge, lequel le communiquera aux Etats intéressés et provoquera, si la demande en est faite par une des Hautes Parties contractantes, la réunion d'une conférence qui arrêtera les résolutions ou les mesures nécessitées par les circonstances.

Toutefois, les constatations et évaluations visées aux littéras *b* et *c* auront un caractère exécutoire pour les Etats contractants ; elles seront arrêtées

par un vote de majorité, chaque Etat contractant disposant d'une voix, et elles sortiront leurs effets au plus tard à l'expiration du délai de deux mois. Au cas où l'un des Etats contractants croirait devoir faire appel d'une décision de la commission, il devra, dans la huitaine de la notification qui lui sera faite de ladite décision, provoquer une nouvelle délibération de la commission ; celle-ci se réunira d'urgence et statuera définitivement dans le délai d'un mois à dater de l'appel. La nouvelle décision sera exécutoire, au plus tard, dans les deux mois de sa date. — La même procédure sera suivie en ce qui concerne l'instruction des demandes d'admission prévue au littéra e.

Les frais résultant de l'organisation et du fonctionnement du bureau permanent et de la commission — sauf le traitement ou les indemnités des délégués, qui seront payés par leurs pays respectifs — seront supportés par tous les Etats contractants et répartis entre eux d'après un mode à régler par la commission.

ART. 8

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, pour elles et pour leurs colonies ou possessions, exception faite des colonies autonomes de la Grande-Bretagne et des Indes orientales britanniques, à prendre les mesures nécessaires pour empêcher que les

sucres primés qui auront traversé en transit le territoire d'un Etat contractant ne jouissent des avantages de la convention sur le marché destinataire. La commission permanente fera à cet égard les propositions nécessaires.

ART. 9.

Les Etats qui n'ont point pris part à la présente convention seront admis à y adhérer sur leur demande et après avis conforme de la commission permanente.

La demande sera adressée par la voie diplomatique au gouvernement belge, qui se chargera, le cas échéant, de notifier l'adhésion à tous les autres gouvernements. L'adhésion emportera, de plein droit, accession à toutes les charges et admission à tous les avantages stipulés par la présente convention, et elle produira ses effets à partir du 1^{er} septembre qui suivra l'envoi de la notification faite par le gouvernement belge aux autres Etats contractants.

ART. 10

La présente convention sera mise à exécution à partir du 1^{er} septembre 1903.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à partir de cette date, et, dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié au

gouvernement belge, douze mois avant l'expiration de ladite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur pendant une année et ainsi de suite d'année en année

Dans le cas où l'un des Etats contractants dénoncerait la convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard ; les autres Etats conserveraient, jusqu'au 31 octobre de l'année de la dénonciation, la faculté de notifier l'intention de se retirer également à partir du 1^{er} septembre de l'année suivante. Si l'un de ces derniers Etats entendait user de cette faculté, le gouvernement belge provoquerait la réunion à Bruxelles, dans les trois mois, d'une conférence qui aviserait aux mesures à prendre.

ART. 11

Les dispositions de la présente convention seront appliquées aux provinces d'outre-mer, colonies et possessions étrangères des Hautes Parties contractantes. Sont exceptées toutefois les colonies et possessions britanniques et néerlandaises, sauf en ce qui concerne les dispositions faisant l'objet des articles 5 et 8.

La situation des colonies et possessions britanniques et néerlandaises est, pour le surplus, déterminée par les déclarations insérées au protocole de clôture.

ART. 12

L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente convention est subordonnée, en tant que besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de chacun des Etats contractants.

La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées à Bruxelles, au ministère des affaires étrangères, le 1^{er} février 1903, ou plus tôt si faire se peut.

Il est entendu que la présente convention ne deviendra obligatoire de plein droit que si elle est ratifiée au moins par ceux des Etats contractants qui ne sont pas visés par la disposition exceptionnelle de l'article 6. Dans le cas où un ou plusieurs desdits Etats n'auraient pas déposé leurs ratifications dans le délai prévu, le gouvernement belge provoquera immédiatement une décision des autres Etats signataires, quant à la mise en vigueur, entre eux seulement, de la présente convention.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 5 mars 1902.

Signé.
.

PROTOCOLE DE CLOTURE

Au moment de procéder à la signature de la convention relative au régime des sucres conclue, à la date de ce jour, entre les gouvernements de la France, de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, de la Belgique, de l'Espagne, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de la Suède, les plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

A l'article 3.

Considérant que le but de la surtaxe est de protéger efficacement le marché intérieur des pays producteurs, les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté, chacune en ce qui la concerne, de proposer un relèvement de la surtaxe dans le cas où des quantités considérables de sucres originaires d'un Etat contractant pénétreraient chez elles ; ce relèvement ne frapperait que les sucres originaires de cet Etat.

La proposition devra être adressée à la commission permanente, laquelle statuera à bref délai, par un vote de majorité, sur le bien fondé de la mesure proposée, sur la durée de son application et sur le taux du relèvement ; celui-ci ne dépassera pas un franc par 100 kilogrammes.

L'adhésion de la commission ne pourra être

donnée que dans le cas où l'envahissement du marché considéré serait la conséquence d'une réelle infériorité économique et non le résultat d'une élévation factice des prix provoquée par une entente entre producteurs.

A l'article 11.

A. — 1^o Le gouvernement de la Grande-Bretagne déclare qu'aucune prime directe ou indirecte ne sera accordée aux sucres des colonies de la couronne pendant la durée de la convention.

2^o Il déclare aussi, par mesure exceptionnelle et tout en réservant, en principe, son entière liberté d'action en ce qui concerne les relations fiscales entre le Royaume-Uni et ses colonies et possessions, que, pendant la durée de la convention, aucune préférence ne sera accordée dans le Royaume-Uni aux sucres coloniaux vis-à-vis des sucres originaires des Etats contractants.

3^o Il déclare enfin que la convention sera soumise par ses soins aux colonies autonomes et aux Indes orientales pour qu'elles aient la faculté d'y donner leur adhésion.

Il est entendu que le gouvernement de Sa Majesté britannique a la faculté d'adhérer à la convention au nom des colonies de la couronne.

B. — Le gouvernement des Pays-Bas déclare que, pendant la durée de la convention, aucune prime directe ou indirecte ne sera accordée aux sucres

des colonies néerlandaises et que ces sucres ne seront pas admis dans les Pays-Bas à un tarif moindre que celui appliqué aux sucres originaires des Etats contractants.

Le présent protocole de clôture, qui sera ratifié en même temps que la convention conclue à la date de ce jour, sera considéré comme faisant partie intégrante de cette convention et aura même force, valeur et durée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent protocole.

Fait à Bruxelles, le 5 Mars 1902.

Signé

ANNEXE N° 2

LOI

RELATIVE AU RÉGIME DES SUCRES

(Insérée au *Journal Officiel* du 29 janvier 1903)

Le Sénat et la Chambre des Députés ont adopté ;
Le Président de la République promulgue la loi
dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

A partir du 1^{er} septembre 1903, les droits sur les sucres de toute origine livrés à la consommation sont ramenés aux taux ci-après fixés, décimes compris :

Sucres bruts et raffinés, vingt-cinq francs, (25 fr.) par 100 kilogrammes de sucre raffiné ;

Sucres candis, vingt-six francs soixante-quinze centimes (26 fr. 75) par 100 kilogrammes de poids effectif.

A partir de la même date, le droit de fabrication de 1 franc par 100 kilogrammes institué par l'article 4 de la loi du 7 avril 1897 est supprimé ; le droit de raffinage établi par le dit article 4 est ramené de quatre francs à deux francs (2 fr.).

Est autorisée, pour l'emploi aux usages agricoles, dans les conditions qui auront été déterminées par décrets, l'expédition en franchise de mélasses épuisées n'ayant pas plus de cinquante pour cent (50 p. o/o) de richesse saccharine absolue.

ART. 2.

Les surtaxes de douane sur les sucres étrangers de toute origine sont, à partir de la même date, modifiées ainsi qu'il suit :

Sucres raffinés et sucres bruts d'un titrage de quatre-vingt-dix-huit pour cent (98 o/o) au moins, six francs (6 fr.) par 100 kilogrammes de poids effectif.

Autres sucres : cinq francs cinquante centimes (5 fr. 50) par 100 kgr de poids effectif.

Les sucres candisseront comptés à raison de cent sept kilogrammes (107 kilogr.) de sucre raffiné par 100 kilogrammes de candi, poids effectif

Sont maintenues les dispositions des articles 5 de la loi du 7 avril 1897 et 1 et 2 de la loi du 14 juillet 1897.

ART. 3.

Les détaxes de distance instituées par les articles 2 et 3 de la loi du 7 avril 1897 seront dorénavant allouées à raison du montant effectif des frais de transport dont il sera justifié, sans que toutefois les taux fixés par les articles précités puissent être dépassés.

ART. 4.

Les sucres destinés à entrer dans la préparation de produits alimentaires en vue de l'exportation pourront être reçus et travaillés en franchise des droits dans des établissements spécialement affectés à cette fabrication. Ces établissements, érigés en entrepôts réels, seront soumis à la surveillance permanente des employés des Contributions Indirectes : les frais de cette surveillance seront à la charge des fabricants. Des décrets détermineront les conditions d'agencement des fabriques, les obligations à remplir par les fabricants et, d'une manière générale, toutes les mesures d'application du présent article. Les contraventions aux dispositions de ces décrets seront passibles des peines édictées par l'article 3 de la loi du 30 décembre 1873.

ART. 5.

Sont abrogés à partir du 1^{er} septembre 1903 :

Les articles 2 de la loi du 29 juillet 1884 et 2 de la loi du 5 août 1890, qui accordent une modération de taxe aux sucres employés au sucrage des vins, cidres et poirés, ainsi que l'article 3 de la loi de finances du 29 décembre 1888 ;

L'article 7 de la loi du 4 juillet 1887 ;

L'article 1^{er} de la loi du 7 avril 1897 ;

Parmi les dispositions de la loi du 29 juillet 1884 et des lois subséquentes, celles qui ont organisé la prise en charge du sucre imposable dans les fabriques, d'après le poids des betteraves mises en œuvre, et qui ont accordé le bénéfice d'une immunité d'impôt aux sucres indigènes ou coloniaux français représentant des excédents de rendement ou des déchets de fabrication.

Sont remises en vigueur les dispositions légales antérieures à la loi de 1884, qui ont réglé la tenue des comptes dans les fabriques et la prise en charge de la production effective, avec un minimum de rendement basé sur le volume et la densité des jus reconnus avant la défécation. Le taux de cette prise en charge est fixé à 1.500 grammes par hectolitre et par degré de densité au-dessus de 100 (densité de l'eau).

Sont maintenues toutes les dispositions en vigueur relatives au mode d'imposition des sucres bruts d'après les méthodes saccharimétriques, ainsi que les dispositions des lois des 5 août 1890 et 26 juillet 1893, concernant l'exercice des raffineries, et, d'une manière générale, toutes les dispositions des lois antérieures qui ne sont pas contraires à la présente loi.

ART. 6.

Il sera procédé à l'inventaire des sucres et des sirops de toute nature (à l'exception des mélasses) qui existeront, au 1^{er} septembre 1903, dans les raffineries et établissements assimilés.

Les sucres raffinés seront comptés pour leur poids intégral et les sucres candis pour sept pour cent (7 p $\%$) en sus. Les autres sucres et les sirops en cours de fabrication seront évalués en sucre raffiné dans les conditions fixées par l'article 18 de la loi du 19 juillet 1880.

Les quantités inventoriées seront, jusqu'à due concurrence, imputées aux obligations d'admission temporaire en cours, lesquelles seront apurées, soit par la représentation de certificats d'exportation ou d'entrée en entrepôt postérieurs au 31 août 1903, soit par le paiement du droit de vingt-cinq francs (25 fr.) par 100 kilogrammes de sucre raffiné.

Les obligations d'admission temporaire pour les-

quelles il n'aura pas été représenté, au moment de l'inventaire, des quantités correspondantes de sucres raffinés ou de matières en cours de fabrication ne pourront être apurées qu'au moyen de certificats d'exportation ou d'entrée en entrepôt antérieurs au 1^{er} septembre 1903 ou par le paiement de l'ancien tarif sur les quantités de sucre raffiné prises en charge.

A titre exceptionnel, le délai d'apurement des obligations d'admission temporaire souscrites du 1^{er} au 30 juin 1903 est porté de deux à trois mois.

Dans les quinze jours qui précéderont le 1^{er} septembre 1903, les employés des douanes et des contributions indirectes seront admis de jour et de nuit dans les raffineries et établissements assimilés. Ils pourront suivre les opérations industrielles et procéder à toutes les constatations et vérifications préparatoires qu'ils jugeront nécessaires.

Pendant les opérations d'inventaire, le travail sera complètement arrêté dans les ateliers et magasins ; les raffineurs ou assimilés ou leurs représentants auront, au fur et à mesure des opérations, à déclarer le poids et le titrage des produits de toute nature existant dans chaque atelier ou magasin.

ART. 7.

Quiconque voudra ajouter du sucre à la vendange est tenu d'en faire la déclaration, trois jours au

moins à l'avance, à la recette buraliste des Contributions Indirectes. La quantité de sucre ajoutée ne pourra pas être supérieure à dix kilogrammes (10 kilogs) par trois hectolitres de vendanges.

Quiconque voudra se livrer à la fabrication de vin de sucre pour sa consommation familiale est tenu d'en faire la déclaration dans le même délai. La quantité de sucre employée ne pourra pas être supérieure à quarante kilogrammes (40 kilogs) par membre de la famille et par domestique attaché à la personne, ni à quarante kilogrammes (40 kilogs) par trois hectolitres de vendanges récoltées.

Toute personne qui, en même temps que des vendanges, moûts ou marcs de raisins, désire avoir en sa possession une quantité de sucre supérieure à 50 kilogrammes, est tenue d'en faire préalablement la déclaration et de fournir des justifications d'emploi.

Le service des Contributions Indirectes est chargé de contrôler l'exactitude des déclarations faites en exécution des dispositions ci-dessus.

Des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application du présent article.

Les contraventions aux dispositions qui précèdent et aux règlements qui seront rendus pour leur exécution sont punies des peines édictées par l'article 4 de la loi du 6 avril 1897. Ces peines sont

doublées dans le cas de fabrication, de circulation ou de détention de vins de sucre en vue de la vente. S'il y a récidive, les contrevenants encourent, indépendamment de l'amende, une peine d'emprisonnement de six jours à six mois.

Les mêmes peines sont applicables aux complices des contrevenants.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 28 janvier 1903.

Signé . E. LOUBET.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Finances,

Signé : ROUVIER.

ANNEXE N° 3

EXTRAIT

DE LA LOI DU 6 AOUT 1905

ARTICLE PREMIER

L'emploi du sucre prévu par l'article 7 de la loi du 28 Janvier 1903 ne pourra avoir lieu que durant la période des vendanges.

Dans chaque département, le préfet, par arrêté, déterminera ladite période, après avis du Conseil Général.

ART. 2

Le troisième paragraphe de l'article 7 de la loi du 28 Janvier 1903 est modifié ainsi qu'il suit :

« Toute personne qui, en même temps que des vins destinés à la vente, des vendanges, moûts, lies ou marcs de raisin, désire avoir en sa possession une quantité de sucre supérieure à 50 kilogrammes, est tenue d'en faire préalablement la déclaration et de fournir des justifications d'emploi.

ART. 3

Les dispositions de l'article 2 ne sont pas applicables aux détaillants qui, en même temps que des vins destinés à la vente, n'ont pas en leur possession des vendanges, moûts, lies, marcs de raisin, ferments ou levure.

Tout envoi de sucres ou glucoses fait par quantités de 50 kilogrammes au moins, à une personne

n'en faisant pas le commerce ou n'exerçant pas une industrie qui en comporte l'emploi, sera accompagné d'un acquit-à-caution, qui sera remis à la régie par le destinataire, dans les quarante-huit heures suivant l'expiration du délai de transport.

Tout détenteur d'une quantité de sucre ou de glucose supérieure à 200 kgr, et dont le commerce ou l'industrie n'implique pas la possession de sucre ou de glucose, est tenu d'en faire une déclaration à la régie et de se soumettre aux visites des employés des Contributions Indirectes.

ART. 4

Tout négociant qui aura été convaincu d'avoir, en violation des dispositions de l'article précédent, livré sans acquit-à-caution du sucre par quantité supérieure à 50 kilogrammes, sera assujetti, pendant la campagne en cours et la campagne suivante, à tenir un compte d'entrées et de sorties des sucres bruts et à se soumettre aux vérifications de la régie.

ART. 5

Les contraventions aux dispositions qui précèdent, ainsi qu'à celles de l'article 7 de la loi du 28 Janvier 1903, et du règlement d'administration publique rendu pour son exécution, entraîneront, indépendamment des pénalités prévues aux sixième et septième paragraphes dudit article, la confiscation des sucres et des glucoses saisis.

ANNEXE N° 4

EXTRAIT

DE LA LOI DU 29 JUIN 1907

ART. 5

Le 1^{er} paragraphe de l'article 7 de la loi du 28 Janvier 1903 est complété comme suit :

« Le sucre ainsi employé sera frappé d'une taxe complémentaire de quarante francs (40 fr.) par 100 kilogrammes de sucre raffiné. Cette taxe est due au moment de l'emploi.

ART. 6

Le paragraphe 2 de l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903 est modifié de la façon suivante :

« Quiconque voudra se livrer à la fabrication du vin de sucre pour sa consommation familiale est tenu d'en faire la déclaration dans le même délai. La quantité de sucre employée ne pourra pas être supérieure à 20 kilog. par membre de la famille et par domestique attaché à la personne, ni à 20 kilog. par 3 hectolitres de vendanges récoltées, ni au total à 200 kgr pour l'ensemble de l'exploitation.

La fabrication des piquettes n'est autorisée que pour la consommation familiale et jusqu'à concurrence de 40 hectolitres par exploitation.

ART. 7

Les contraventions à l'article précédent sont punies d'une amende de cinq cents francs (500 fr.) à

cinq mille francs (5.000 fr.) et de la confiscation des boissons, sucres et glucoses saisis.

L'amende est doublée dans le cas de fabrication, de circulation ou de détention de vins de sucre ou de vins de marcs en vue de la vente. Dans ce cas, les contrevenants sont, en outre, punis d'une peine de six jours à six mois d'emprisonnement; cette dernière pénalité est doublée en cas de récidive.

Les mêmes peines sont applicables aux complices des contrevenants.

ART. 8

Tout commerçant qui voudra vendre du sucre ou du glucose par quantités supérieures à 25 kilogrammes est tenu d'en faire préalablement la déclaration à l'administration des Contributions Indirectes. Il devra inscrire ses réceptions de sucre et de glucose sur un carnet conforme au modèle qui sera établi par l'administration. Il mentionnera sur le même carnet les livraisons supérieures à 25 kilog.

Ce registre sera représenté à toute réquisition du service des Contributions Indirectes, qui procédera à toutes vérifications nécessaires pour le contrôle des réceptions et des livraisons.

Toute contravention aux dispositions du présent article sera punie des peines édictées par l'article 3 de la loi du 30 décembre 1873.

Est substitué le chiffre de 25 kilogrammes au chiffre de 50 kilogrammes dans les articles 2, 3 et 4 de la loi du 6 août 1905.

ANNEXE N° 5



DÉCRET

PORTANT PROMULGATION DES DEUX CONVENTIONS
SIGNÉES A BRUXELLES, LES 28 AOUT ET 19 DÉCEM-
BRE 1907, ET RELATIVES AU RÉGIME DES SUCRES.

(Décret du 7 mai 1908)

Le Président de la République Française, sur la
proposition du Ministre des affaires étrangères et
du Ministre des finances,

Décède :

ARTICLE PREMIER

Le Sénat et la Chambre des députés ayant
approuvé l'acte additionnel à la Convention
du 5 mars 1902, relative au régime des sucres,
signé à Bruxelles le 28 août 1907, ainsi que le pro-
tocolé, relatif à l'adhésion de la Russie à la conven-
tion des sucres, signé à Bruxelles le 19 décembre
1907, et les ratifications de ces actes ayant été dé-
posées à Bruxelles le 31 mars 1908, lesdits actes
dont la teneur suit recevront leur pleine et entière
exécution.

ACTE ADDITIONNEL

à la convention du 5 mars 1902, relative
au régime des sucres

Les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche
et de la Hongrie, de la Belgique, de la France, de

la Grande-Bretagne, de l'Italie, du grand-duché de Luxembourg, des Pays-Bas, du Pérou, de la Suède et de la Suisse s'étant mis d'accord pour conclure un acte additionnel à la convention du 5 mars 1902, relative au régime des sucres, les soussignés, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Les Etats contractants s'engagent à maintenir la Convention du 5 mars 1902 en vigueur pendant une durée nouvelle de cinq ans qui prendra cours le 1^{er} septembre 1908.

Toutefois, il sera loisible à chacun d'entre eux de se retirer de la Convention à partir du 1^{er} septembre 1911, moyennant préavis d'un an si, dans la dernière réunion tenue avant le 1^{er} septembre 1910, la commission permanente a, par un vote de majorité, décidé que les circonstances commandent de laisser cette faculté aux Etats contractants.

Pour le surplus, les dispositions de l'article 10 de la Convention précitée du 5 mars 1902 concernant la dénonciation et la tacite reconduction resteront applicables.

ART. 2. — Par dérogation à l'art. 1^{er}, la Grande-Bretagne sera dispensée, à partir du 1^{er} septembre 1908, de l'obligation inscrite à l'article 4 de la Convention.

A partir de la même date, les Etats contractants pourront exiger que, pour jouir du bénéfice de la

convention, le sucre raffiné dans le Royaume-Uni et exporté vers leurs territoires, soit accompagné d'un certificat constatant qu'aucune partie de ce sucre ne provient d'un pays reconnu par la commission permanente comme accordant des primes à la production et à l'exportation du sucre.

ART. 3.— Le présent acte additionnel sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Bruxelles, au ministère des affaires étrangères, le plus tôt possible et en tout cas avant le 1^{er} février 1908. Il ne deviendra obligatoire de plein droit que s'il est ratifié au moins par tous ceux des Etats contractants qui ne sont pas visés par la disposition exceptionnelle de l'article 6 de la convention. Dans le cas où un ou plusieurs desdits Etats n'auraient pas déposé leurs ratifications en temps utile, le gouvernement belge provoquera, dans le mois à partir du 1^{er} février 1908, de la part des Etats ayant ratifié, une décision, quant à la mise en vigueur, entre eux seulement, du présent acte additionnel.

Les Etats qui n'auraient pas ratifié avant l'échéance du 1^{er} février 1908 seront considérés comme ayant dénoncé la convention en temps utile pour qu'elle cesse ses effets à leur égard à partir du 1^{er} septembre suivant, à moins de décision contraire prise, à la requête des intéressés, par la majorité des Etats appelés à délibérer, ainsi qu'il est prévu au paragraphe précédent.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent acte additionnel.

Fait à Bruxelles, le 28 août 1907, en un seul exemplaire original dont une copie conforme sera délivrée à chacun des gouvernements signataires.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de l'acte additionnel à la convention relative au régime des sucres, conclu à la date de ce jour entre les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du grand-duché de Luxembourg, des Pays-Bas, du Pérou, de la Suède et de la Suisse, les soussignés, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

Article unique. — Il est entendu que si les ratifications nécessaires pour faire valoir, conformément à l'article 3, l'acte additionnel précité ne sont pas acquises avant le 1^{er} mars 1908, le gouvernement de la Grande-Bretagne aura la faculté de dénoncer la convention à cette date pour le 1^{er} septembre 1908, sans qu'il y ait à distinguer s'il a ou non ratifié antérieurement le dit acte additionnel.

Le présent protocole de signature, qui sera ratifié en même temps que l'acte additionnel conclu à la date de ce jour, aura la même force et valeur.

En foi de quoi les soussignés ont passé le présent protocole.

Fait à Bruxelles, le 28 Août 1907, en un seul exemplaire original, dont une copie conforme sera délivrée à chacun des Gouvernements signataires.

PROTOCOLE RELATIF A L'ADHÉSION DE LA RUSSIE
à la Convention des sucres.

Le Gouvernement impérial de Russie ayant exprimé le désir d'adhérer à la Convention du 5 mars 1902, ainsi qu'à l'acte additionnel à ladite Convention, signée le 28 août 1907, et les Etats faisant actuellement partie de l'Union sucrière ayant reconnu que cette adhésion ne peut, à raison des conditions particulières de l'industrie sucrière de Russie, être subordonnée aux conditions conventionnelles générales, il a été convenu ce qui suit entre le Gouvernement de la Russie d'une part, les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, du Grand-duché de Luxembourg, des Pays-Bas, du Pérou, de la Suède et de la Suisse d'autre part.

ARTICLE PREMIER. — La Russie adhère à la Convention relative au régime des sucres du 5 mars 1902, amendée par l'acte additionnel du 28 août 1907 avec tous les avantages et toutes les obligations qui en découlent, sauf les réserves et sous les conditions indiquées aux articles suivants.

ART. 2. — La Russie conservera sa législation

fiscale et douanière actuelle sur les sucres et elle n'augmentera pas les avantages qui pourraient découler, en faveur des producteurs, du prix maximum de vente fixé pour le marché intérieur.

ART. 3. — En considération du régime spécial qui lui est reconnu par l'article précédent, la Russie s'engage à ne pas autoriser l'exportation avec restitution ou exemption de l'accise de quantité de sucres excédant, pour les six années à compter du 1^{er} septembre 1907, le chiffre maximum de 1 million de tonnes.

Ce contingent sera réparti entre les différents exercices suivant les exigences du commerce, mais sans que les quantités afférentes à chaque exercice puissent dépasser les chiffres ci-après :

Exercice double allant du 1 ^{er} septem-				tonnes
bre 1907 au 31 août 1909 :				300.000
Ex. du 1 ^{er} septembre 1909 au 31 août 1910 :				200.000
»	»	1910	»	1911 200 000
»	»	1911	»	1912 200.000
»	»	1912	»	1913 200.000

Les engagements mentionnés au présent article ne s'appliquent pas aux exportations :

1^o Vers la Finlande ;

2^o Vers la Perse (pour les exportations par la mer Caspienne et par la frontière terrestre et non pour celles par le Golfe Persique) ;

3^o Vers les autres pays d'Asie, limitrophes de la

Russie (pour les exportations par la frontière terrestre seulement) à l'exception de la Turquie d'Asie ;

ART. 4. — L'accession de la Russie sortira ses effets à partir du 1^{er} septembre 1910. Dans la session qui précèdera le 1^{er} septembre 1912, la commission permanente statuera par un vote d'unanimité sur le régime qui serait celui de la Russie au cas où elle serait disposée à continuer sa participation à la Convention au-delà du terme du 1^{er} septembre 1913

Dans le cas où la commission ne pourrait se mettre d'accord, la Russie serait considérée comme ayant dénoncé la convention pour cesser ses effets à compter du 1^{er} septembre 1913.

ART. 5. — Le présent protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Bruxelles, au ministère des affaires étrangères, le plus tôt possible et, en tout cas, avant le 1^{er} février 1908.

Fait à Bruxelles, le 19 décembre 1907, en un seul exemplaire original, dont une copie conforme sera délivrée à chacun des gouvernements signataires.

ARTICLE 2

Le Ministre des Affaires étrangère et le Ministre des Finances sont chargés, à chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 7 mai 1908.

Signé :

.

STATISTIQUE

(Ministère des Finances)

Relevé du produit de la récolte des betteraves à sucre pour l'année 1907-1908

Départements	Surfaces ensemencées	Rendement à l'hectare	Prix moyen par 1000 kilos de betteraves
Aisne	53.785 hectares	27.830 kgs.	22 fr. 32
Ardennes	3.190	30.878	23 92
Nord	32.624	25.260	24 47
Oise	22.531	27.986	21 36
Pas-de-Calais	23.203	23.898	23 97
Seine-et-Marne	13.110	25.254	21 20
Seine-et-Oise	5.265	24.392	21 17
Somme	37.291	25.993	22 64
Autres départ ^{ts}	20.602	22.927	22 54

Sucre indigène. — Fabrication

Années	Nombre de fabriques en activité	Production en raffiné
1900-01	334	1.040.294.146 k.
1901-02	332	1.051.930.646
1902-03	319	776.158.165
1903-04	292	727.267.622
1904-05	270	562.736.217
1905-06	292	984.671.855
1906-07	273	682.851.454
1907-08	255	656.832.135

Sucre indigène. — Fabrication

Campagnes	Volume du jus soumis à la défécation. (Hectolitres)	Densité moyenne des jus	Excédents constatés
1903-04	76.687.835, 62	5.22	126.668.018 kgs.
1904-05	55.890.540, 73	5.44	107.023.837
1905-06	97.901.142, 24	5.44	186.244.320
1906-07	65.004.263, 32	5.62	134.581.928
1907-08	64.717.668, 68	5.46	126.388.326
1908-09	69.924.472, 40	5.55	141.244.418

Consommation intérieure. — (en kilogrammes)

Poids effectif, en sucres bruts, des quantités de sucres déclarées pour la consommation intérieure à l'importation ou à la sortie des établissements exercés.

Années	Sucres des colonies françaises	Sucres étrangers	Sucres indigènes	Totaux
1900	60.233.317	91.030	425.468.352	485.792.699
1901	55.340.665	74.781	401.152.685	456.568.111
1902	65.054.604	82.322	426.021.308	491.158.234
1903	100.917.044	164.034	466.653.281	567.734.359
1904	83.129.025	282.889	535.171.897	618.583.811
1905	72.916.552	648.362	473.670.687	547.235.601
1906	92.283.357	522.730	514.105.018	606.911.105
1907	90.606.171	634.941	518.981.414	610.222.526
1908	107.439.696	670.537	510.814.076	618.924.309

Total général des perceptions effectuées sur les sucres de toute nature

Années.	Total général des perceptions sur les sucres, glucoses et amidines.
1900	183.591.064 francs.
1901	154.806.500
1902	175.337.251
1903	157.548.780
1904	149.131.137
1905	132.533.232
1906	146.318.830
1907	155.637.976
1908	159.366.445

Sucres indigènes placés sous le régime de l'admission temporaire

Années	quantités soumissionnées (kilogs)	quantités apurées par suite		
		d'exportation (kgs)	de mise en entrepôt	de paiement des droits
1900	184.296.074	87.908.504	2.409.850	93.977.720
1901	186.286.687	96.660.334	4.654.735	84.971.618
1902	159.590.160	60.961.491	2.011.533	96.617.136
1903	224.759.955	49.811.566	10.400.709	164.547.680
1904	168.732.086	30.302.575	378.202	138.051.309
1905	129.732.651	55.709.776	643.108	73.379.767
1906	118.827.149	46.160.603	2.088.827	70.577.719
1907	135.651.671	70.923.914	153.881	64.573.876
1908	138.746.777	80.744.942	774.144	57.227.691

Importations

Poids effectif des quantités de sucres importées en France
des colonies françaises.

Années	Sucres des colonies françaises	
—	—	
1900	93.327.809	kilogs
1901	99.351.059	
1902	98.894.359	
1903	129.573.166	
1904	81.185.067	
1905	80.655.775	
1906	99.990.340	
1907	107.392.947	
1908	114.613.053	

Exportations (en kilogrammes.)

Années	Sucres des colonies et sucres indigènes bruts	Raffinés, en pains ou aggro- mérés	Autres raffinés candis et vergeoises	Total des exportations
—	—	—	—	—
1900	380.617.752	162.875.693	23.585.906	567.079.351
1901	450.375.767	161.725.396	28.605.819	640.706.982
1902	191.900.030	145.153.953	17.826.349	354.880.332
1903	66.404.953	127.404.082	13.759.757	207.865.978
1904	136.128.467	129.249.123	17.713.148	283.090.738
1905	148.235.254	127.404.082	16.570.307	292.209.643
1905	118.030.515	145.134.014	12.546.004	275.710.533
1907	165.560.293	141.990.925	17.882.226	325.433.444
1908	86.400.000	141.653.000	13.126.200	241.179.200

Glucoses

Campagnes	Quantités fabriquées	Quantités consommées	Quantités employées en brasserie
1900-01	30.162.071 kgs	22.173.355 kgs	5.117.213 kgs
1901-02	27.907.315	19.438.056	6.112.743
1902-03	28.454.767	17.917.366	5.784.169
1903-04	24.366.688	15.791.497	6.731.774
1904-05	22.135.671	14.606.819	4.436.074
1905-06	23.257.811	15.351.275	5.532.865
1906-07	21.420.523	14.762.766	4.558.515
1907-08	22.332.184	13.910.866	5.413.540
1908-09	20.019.698	13.150.692	4.797.767

Vu, le Président,

H. BERTHÉLÉMY.

Vu, le Doyen,

P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	1
CHAPITRE I	
Les événements qui ont amené l'ouverture de la Conférence de Bruxelles	9
CHAPITRE II	
La première Conférence de Bruxelles	21
CHAPITRE III	
La Conférence de Bruxelles de 1901-1902	28
Conséquences possibles de la Convention de Bruxelles	35
CHAPITRE IV	
Le nouveau régime des sucres.	41
Section I	
<i>L'exercice</i>	44
Section II	
<i>Des divers régimes sous lesquels les sucres peuvent être placés</i>	51
CHAPITRE V	
De quelques emplois spéciaux des sucres.	60
CHAPITRE VI	
Produits dérivés du sucre.	66

CHAPITRE VII

Régime des sucres coloniaux et des sucres étrangers.	74
--	----

CHAPITRE VIII

Les effets immédiats de la loi de 1903	79
L'avenir probable de la sucrerie française et de la sucrerie européenne.	87

ANNEXES

1° Convention de 1902 relative au régime des sucres.	91
2° Loi du 28 janvier 1903 relative au régime des sucres	105
3° Loi du 6 août 1905 (Extrait).	113
4° Loi du 29 juin 1907 (Extrait)	115
5° Décret portant promulgation des deux Conven- tions des 28 août et 19 décembre 1907.	117
6° Statistique.	124

